



magazine

MENSUEL N° 481 — MARS 2022 — 3 EUROS



**GAUTIER
CAPUÇON**
AMBASSADEUR
DE PARTAGE

**ZÉRO
DÉCHET**
GALERIE PAS
COMMERCIALE

MAYOTTE
LES RELÉGUÉS DE
LA RÉPUBLIQUE

EXTRÊME DROITE

LE PIÈGE

25 SALONS

au 1^{er} semestre 2022 pour gagner du temps,
 échanger et faire plaisir à vos collaborateurs !



- 14 ● SalonsCE
- 10 ● FranceCE
- 1 ● SalonsCE Paris

DES CONFÉRENCES · 7 SECTEURS D'ACTIVITÉ REPRÉSENTÉS · DES ANIMATIONS

4

DÉCRYPTAGE

La population française au 1^{er} janvier 2022.

5

L'ESSENTIEL

5 France

Un 8 mars « essentielles ».

7 Complémentaire santé. Un accord ambitieux pour 2,5 millions d'agents.

8 Entretien avec Frédéric Sève, secrétaire national chargé du lien avec les politiques.

11 Europe

Présidence française de l'Union européenne. Objectif salaire minimum.

12 Monde

Entretien avec Marcelo Mella, analyste politique et enseignant à l'Université de Santiago du Chili : « *Les Chiliens attendent beaucoup du nouveau gouvernement.* »

13 États-Unis. Répression syndicale chez Starbucks.

de fabriquer un demi-million de mètres cubes d'or blanc. La recette de cette neige de culture ? De l'eau, de l'air, des pompes et des canons à neige, et surtout le savoir-faire de femmes et d'hommes qualifiés.

26

L'INVITÉ DU MOIS

Gautier Capuçon.

Ambassadeur de partage

À travers une association, sa fondation, un festival, une école ou l'émission de télévision *Prodiges*, le violoncelliste quadragénaire est un artisan de la démocratisation de la musique classique. Depuis plus de vingt ans et le début de sa carrière, il fait de la transmission de sa passion et de l'accès à la culture ses priorités. Entretien.



30

SUR LE TERRAIN

Zéro déchet. Galerie pas commerciale

À Nantes, un réseau d'associations s'est mobilisé pour créer la Galerie du zéro déchet. Conçue comme une maison témoin pour informer, sensibiliser tous les publics et promouvoir des modes de



consommation plus responsables, elle organise des ateliers et des animations multiples. Inspirant!

14

DOSSIER

L'EXTRÊME MENACE

Depuis vingt ans, l'extrême droite prospère et pollue le débat politique. Sa dédramatisation ne doit pas faire illusion.

22

ARRÊT SUR IMAGE

Le Grand-Bornand.

La culture de l'or blanc

37%. C'est le taux de couverture en neige artificielle des domaines skiables français. Au Grand-Bornand (74), la moitié des pistes dispose de canons à neige. Pour 2021-2022, la station a prévu



32

ÉCLAIRAGE

Mayotte. Les relégués de la République

Département français depuis dix ans, Mayotte est en grande souffrance. Le projet de loi relatif au développement accéléré de l'archipel, qui devait être présenté à l'Assemblée nationale en février, a été reporté *sine die*. L'Union interprofessionnelle CFDT-Mayotte continue d'agir pour améliorer le quotidien des Mahorais et pour la convergence des droits sociaux.

34

VOS DROITS

Règlement intérieur.

Pourquoi faut-il le connaître ?

Le règlement intérieur fixe les droits et les obligations des salariés en matière de santé, de sécurité et de discipline au sein de l'entreprise. Mieux vaut le lire attentivement car l'employeur peut s'en prévaloir pour sanctionner un salarié.

37

RENCONTRE

Véronique Daubas-Letourneau, sociologue et enseignante-chercheuse : « *Les accidents du travail contribuent aux inégalités.* »

38

VIE PRATIQUE

Mobilités douces

Un nouveau coup de pouce.

39 Le sondage

Ce qu'il est, ce qu'il n'est pas.

41

LIRE, VOIR, ENTENDRE

41 Notre sélection culturelle

La population française au 1^{er} janvier 2022

Source : Insee Première - Bilan démographique 2021.

Dans son dernier bilan démographique, l'Insee se veut optimiste. La fécondité se maintient malgré la pandémie. **La population* a augmenté de 0,3%** au cours de l'année 2021.

* Champ : France métropolitaine et territoires d'outre-mer.

67,8 millions d'habitants

En moyenne, on compte

1,83 enfant en 2021

La fécondité est en très légère hausse.

2015 → 2020

Le taux de fécondité était en recul entre 2015 et 2020.

738 000 enfants sont nés en 2021

soit **3 000 de plus** qu'en 2020.

Le nombre de naissances avait chuté neuf mois après le confinement du printemps 2020.

Un **rebond des naissances** a été observé en **mars et avril 2021**, suivi d'une forte hausse à l'été 2021.



657 000 personnes sont décédées en 2021

soit **12 000 de moins** qu'en 2020

mais **44 000 de plus** qu'en 2019

L'espérance de vie à la naissance est en hausse

85,4 ans pour les femmes

79,3 ans pour les hommes

Cette espérance de vie est **en hausse par rapport à 2020**, mais **en dessous du niveau de 2019**.

220 000 mariages ont été célébrés en 2021.



214 000 entre personnes de sexe différent

6 000 entre personnes de même sexe

Un 8 mars « essentielles »

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE Pour la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, la CFDT a décidé de mettre à l'honneur les travailleuses que l'on ne voit pas assez dans la société, les femmes que les entreprises et les administrations ont tendance à ignorer. Ces femmes « essentielles » qui ont continué à travailler pendant le premier confinement et attendent toujours la reconnaissance promise.

17 % de moins que les hommes et 12,5 % dans la fonction publique. Des chiffres qui baissent mais très (trop) lentement, de l'ordre de 0,4 % par an depuis le début des années 2000. Cet écart insupportable est aujourd'hui étudié avec précision. L'emploi féminin se concentre dans les secteurs les moins rémunérateurs ; au sein d'un même secteur, femmes et hommes n'occupent pas les mêmes postes et, à poste égal, l'écart de rémunération dans le privé est de 5,3 %.

Cette journée sera l'occasion de se rappeler et de dénoncer la dure réalité du marché du travail. Quelque 60 % des travailleurs payés au Smic dans notre pays sont des femmes alors même qu'elles représentent moins de la moitié des travailleurs en général. L'aide à domicile et l'aide ménagère, secteur emblématique pour ses bas salaires et contrats précaires, emploie 95,4 % de femmes.

L'index de l'égalité professionnelle, calculé annuellement par chaque entreprise de plus de 250 salariés, est également un outil riche d'enseignements. On découvre ainsi qu'en 2020, 3 000 entreprises (soit 13 % des déclarantes) n'ont toujours pas respecté la loi de 2006 qui indique qu'une salariée, à son retour de congé maternité, doit aussi bénéficier des augmentations de salaire accordées à ses collègues durant son absence. Le combat pour l'égalité est une course de fond. ●

Selon les dernières données de l'Insee, datant de 2018, pour un même volume de travail, les femmes du secteur privé touchent environ

En bref

Le report de l'âge à la loupe

RETRAITE Passer l'âge de départ minimal à la retraite de 62 à 64, voire 65 ans. Un mantra pour plusieurs candidats à l'élection présidentielle. À chaque fois le même argument : réaliser des économies et ainsi régler la question du financement du système. Un argument simple mais qui ne résiste pas à une étude approfondie du dossier, comme viennent de le montrer les derniers travaux présentés en réunion du Conseil d'orientation des retraites (COR), le 27 janvier. En fonction des simulations qui ont été présentées (et que l'on retrouve en libre accès sur le site www.cor-retraites.fr), le gain financier d'un report de l'âge légal de départ est plus ou moins important mais reste, dans tous les cas, assez modeste au regard des montants en jeu. La mesure pourrait ainsi avoir comme conséquence d'améliorer le niveau des pensions des personnes bien insérées dans l'emploi et d'appauvrir les personnes qui ne sont plus en activité au moment de leur départ en retraite en les maintenant plus longtemps dans des dispositifs financés par la solidarité nationale. « En matière de retraite, il n'y a pas de solution miracle, rappelle le secrétaire national Frédéric Sève. Et pour la CFDT, le report de l'âge n'est clairement pas la direction à prendre. »





Des avancées pour les routiers

NÉGOCIATIONS SALARIALES

Enfin un accord après deux années blanches ! Dans un contexte particulièrement tendu dans un secteur qui connaît de graves difficultés de recrutement, les négociations salariales, commencées en novembre 2021, ont abouti le 11 février dernier. Les organisations syndicales et patronales sont tombées d'accord sur une revalorisation des rémunérations conventionnelles minimales, en deux temps (5% au 1^{er} février 2022 puis 1% supplémentaire en mai), et sur le renforcement des dispositifs de protection sociale. De plus, l'accord acte le lancement d'une commission mixte interministérielle - réunissant les ministères du Travail et des Transports, les partenaires sociaux et les donneurs d'ordre - chargée de réfléchir aux évolutions réglementaires qui pourraient améliorer les conditions de travail.



Réussite de la Marche des essentiels

MOBILISATION Agents de nettoyage, de sécurité, de caisse, ouvriers de l'agroalimentaire ou encore aides à domicile... Répondant à l'appel de la CFDT-Services, ils étaient plus d'un millier de travailleurs et « essentiels » à défilé dans le 15^e arrondissement de Paris, le 3 février, pour réclamer la reconnaissance tant promise de leurs métiers. « *Il est inacceptable aujourd'hui que vous et les travailleurs que vous représentez, qui avez fait tenir le pays pendant cette pandémie, ne soyez pas reconnus à votre juste valeur* », a déclaré Laurent Berger, venu soutenir le mouvement. Une nouvelle mobilisation aura lieu le 8 mars (lire page 5), Journée internationale des droits des femmes, pour mettre l'accent sur le sort des travailleuses de ces secteurs, touchées par une forte précarité.

Le chiffre

4,22 euros

C'est le budget des repas journaliers auquel sont tenus les cuisiniers du groupe Orpea, leader mondial des maisons de retraite et cliniques privées. Dans ces 4,22 euros sont inclus les repas du personnel (soit un euro par repas). Révélé par le livre-enquête *Les Fossoyeurs* de Victor Castanet, ce système de rationnement poussé à l'extrême, sur l'alimentation comme sur les produits de santé, s'accompagne d'un manque de personnel constant dans les différents sites et d'un taux de rotation du personnel très inquiétant. Une double enquête, financière et administrative, vient d'être ouverte sur « *des pratiques indignes vis-à-vis des résidents mais aussi des personnels* », écrit la CFDT-Santé-Sociaux, qui invite ces derniers à venir témoigner. *La peur doit changer de camp* ».

En bref

Les lanceurs d'alerte mieux protégés

LÉGISLATIF C'est une belle victoire pour tous ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois en vue de faire aboutir la proposition de loi sur les lanceurs d'alerte. Le texte a été voté à la mi-février et va plus loin que la directive européenne que la loi était censée transposer. Après la loi Sapin 2, votée en 2016, qui créait le statut de lanceur d'alerte, cette nouvelle loi renforce la protection des lanceurs d'alerte. La procédure à suivre pour lancer l'alerte (dénoncer des illégalités, des fraudes, des comportements délictueux ou criminels, etc.) est ainsi assouplie. Dorénavant, les lanceurs d'alerte ne sont plus obligés de passer par leur hiérarchie mais peuvent directement s'adresser à une autorité extérieure. La loi crée en outre le statut de « facilitateur d'alerte » pour les associations et organisations syndicales, qui pourront se faire les porte-parole des individus et ainsi mieux les protéger et les accompagner.



Un accord ambitieux pour 2,5 millions d'agents

COMPLÉMENTAIRE SANTE Six mois après l'accord portant sur le télétravail, les syndicats de la fonction publique ont de nouveau, unanimement, signé le 26 janvier celui sur la mise en place de la complémentaire santé payée à 50 % par l'employeur. Destiné dans un premier temps aux 2,5 millions d'agents de l'État, cet accord « ambitieux et novateur », selon la CFDT-Fonctions publiques, met enfin au même niveau agents et salariés du privé qui bénéficient d'une participation de l'employeur à la mutuelle d'entreprise depuis 2016. Parmi les avancées notables figurent une meilleure prise en charge des soins ou frais d'hospitalisation, une couverture des retraités de la fonction publique et ayants droit des agents de l'État ou la portabilité des droits applicable pendant douze mois pour les personnes quittant l'administration.

La réforme n'entrera pas en vigueur immédiatement, la participation de l'État n'étant effective qu'à partir du 1^{er} janvier 2024, même si les agents bénéficient depuis le 1^{er} janvier 2022 d'une participation forfaitaire de 15 euros par mois (soit un quart de la cotisation moyenne). D'ici là, la CFDT-Fonctions publiques va mener des négociations dans chaque ministère et chaque établissement public de l'État « pour permettre d'éventuelles améliorations, soit par des options supplémentaires, soit par un financement accru de l'employeur ». Ces avancées sont scrutées de près par les agents de l'hospitalière et de la territoriale, pour lesquels des négociations viennent de s'ouvrir et doivent aboutir d'ici au 1^{er} janvier 2026. ●

À partir du 1^{er} janvier 2024, les agents de l'État bénéficieront d'une prise en charge de leur mutuelle à hauteur de 50% par l'employeur.

Métallurgie : une convention collective unique



DIALOGUE SOCIAL Historique, c'est le mot qui revient pour définir l'accord qui vient d'être finalisé dans la métallurgie. Après cinq années de négociations, les partenaires sociaux sont parvenus, au bout d'un chantier titanesque, à harmoniser 78 conventions collectives (76 conventions collectives territoriales, une sectorielle pour la sidérurgie et une nationale couvrant les ingénieurs et cadres). Un tel travail n'avait pas été réalisé depuis les années 1970. Tous les sujets ont été passés en revue. Classification, rémunération, prime d'ancienneté, temps de travail, formation, dialogue social, protection sociale... Chaque thème a fait l'objet de discussions approfondies. Côté patronal, il y avait la volonté d'unifier les droits sur l'ensemble du territoire pour gagner en simplicité et en lisibilité. Côté organisations syndicales, il n'y avait pas de désaccord de principe à une unification des conventions collectives mais à condition que cette harmonisation se fasse par le haut. Le défi a été relevé. Parmi toutes les organisations syndicales représentatives du secteur, seule la CGT a refusé de signer.

Agenda

Le Pacte du pouvoir de vivre en campagne

Les organisations du Pacte du pouvoir de vivre ont lancé début janvier 2022 une série de rencontres avec les candidats à l'élection présidentielle et leurs équipes.

Plusieurs d'entre eux ont d'ores et déjà répondu à l'invitation, dont **Anne Hidalgo, Fabien Roussel, Yannick Jadot** ou **Valérie Pécresse**.

Parallèlement, le tour de France du Pacte, commencé dans le Loiret le 5 novembre dernier, se poursuit...

15/03/2022**VAULX-EN-VELIN**

Un grand rassemblement en présence de **Laurent Berger**, de **Christophe Robert** (délégué général de la Fondation Abbé Pierre) et d'**Amandine Lebreton** (Fondation pour la Nature et l'Homme).

LILLE

Le groupe local du Pacte organise une réunion sur le thème « **Engagement, participation : quel pouvoir d'agir pour les jeunes ? Quel avenir pour la démocratie ?** »

16/03/2022**GRENOBLE**

C'est le thème du logement social qui sera à l'honneur.

24/03/2022**PARIS**

Une grande réunion rassemblera les 66 organisations du Pacte.

Pour s'inscrire ou participer à tous ces rendez-vous et bien d'autres, il suffit de se rapprocher des Unions régionales interprofessionnelles. D'autres dates et actions à venir seront publiées au fur et à mesure sur le site internet du pacte :

pactedupouvoirdevivre.fr

**Frédéric Sève**

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ
DU LIEN AVEC LES POLITIQUES

« Chacun est libre d'adhérer à un parti, à condition de ne pas embarquer le collectif CFDT dans ses choix »**Quel est le positionnement de la CFDT dans la campagne présidentielle ?**

➔ Nous n'avons pas de positionnement partisan. Le rôle de la CFDT n'est pas de dicter leur choix aux électeurs lors des élections politiques, et notamment présidentielles. De même, nous n'admettrions pas que les politiques s'immiscent dans les élections professionnelles. La neutralité dont je parle ici découle de ce partage entre le syndicalisme et la politique. Cela posé, la CFDT est profondément attachée au fonctionnement démocratique de notre pays, et elle incitera à voter, comme elle l'a fait à chaque élection. De plus, la campagne présidentielle est une occasion de faire entendre nos revendications. Ce que nous faisons. Mais nous voulons peser sur la campagne, pas sur l'élection. Par contre, la CFDT reste plus que jamais mobilisée pour faire barrage aux partis d'extrême droite, qui ne sont pas des partis comme les autres et représentent un réel péril pour la démocratie (lire le dossier, des pages 14 à 21).

Le danger vient-il uniquement de l'extrême droite ?

➔ La contagiosité actuelle des idées d'extrême droite est très préoccupante. Elle témoigne de l'affaiblissement des partis politiques. Mais même si certains partis lorgnent du côté des électeurs de l'extrême droite, ils sont aussi travaillés par d'autres courants, d'autres valeurs. Les partis d'extrême droite sont, eux, homogènes et constants.

Avec l'extrême droite, nous n'avons pas affaire qu'à un discours dangereux mais à un projet redoutable.

Quelles sont les règles en cas d'engagement en politique des adhérents et militants CFDT ?

➔ La réponse est différente selon qu'il s'agit d'un adhérent ou d'un militant. Les adhérents CFDT sont libres de leurs opinions politiques, et la CFDT salue toute forme d'engagement citoyen. Mais, là encore, il faut séparer ce qui relève du mandat syndical de la sphère du politique. Chacun peut adhérer à un parti, y militer, candidater, à condition de ne pas embarquer le collectif CFDT dans ses choix. En revanche, l'adhésion à la CFDT, organisation qui lutte contre toutes les formes d'exclusion, de discrimination ou de racisme, est incompatible avec la promotion des idées véhiculées par l'extrême droite.

Comment la CFDT va-t-elle s'inscrire dans la campagne ?

➔ La CFDT va interpeller les candidats sur les thèmes qu'elle veut particulièrement mettre en avant : il s'agit, notamment, du travail, du sens du travail et des conditions de travail, du pouvoir d'achat, de la protection sociale. Les candidats (à l'exception de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour) seront conviés à un grand oral à la Confédération, le 10 mars, pour répondre à cette adresse. ●

Propos recueillis par Claire Nillus

Faites entendre votre voix !

CFDT - Service Information Communication - Photo : AlexSava / iStock - Janvier 2022.



**Les ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LÉGISLATIVES
approchent, n'oubliez pas de vous inscrire sur les listes
électorales : vous avez jusqu'au 2 mars !**

Pour + d'infos, scannez ici



INFLAMMATION



L'inflammation est une réaction causée par une agression extérieure. Elle se manifeste par divers signes : conflits marqués par la violence quotidienne, attaques armées visant les civils et les soignants, entrave de l'aide humanitaire.

**LE MONDE
EST MALADE,
A NOUS
DE LE SOIGNER.**

Faites un don sur medecinsdumonde.org

En bref

Irlande/

Nouveaux jours fériés

Le vice-Premier ministre Leo Varadkar a annoncé la bonne nouvelle sur Twitter : les Irlandais peuvent cocher deux jours fériés supplémentaires dans leur agenda. Le premier, qui n'aura lieu que cette année, est dédié aux travailleurs de première ligne et à la commémoration des morts de la Covid. Il est judicieusement placé le 18 mars, lendemain de la Saint-Patrick. « *Nous voulons marquer notre reconnaissance pour tous les travailleurs et bénévoles qui nous ont aidés à traverser la pandémie* », a commenté le ministre. Le second sera fixé chaque année le premier lundi de février, en l'honneur de sainte Brigitte d'Irlande, et marquera l'entrée dans la nouvelle année celtique.

Pologne/

Mise à l'amende

C'est une décision inédite. La Commission européenne a annoncé le 8 février qu'elle prélèverait directement dans les fonds européens destinés à la Pologne une pénalité de 15 millions d'euros. La Pologne n'a pas respecté l'injonction qui lui avait été faite en 2021 par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) de fermer la mine de Turow, située à proximité de la frontière entre la République tchèque et l'Allemagne. Cette mine de lignite de 20 km² à ciel ouvert provoque de considérables dégâts sur l'environnement, notamment sur les villages et cours d'eau tchèques avoisinants. Le gouvernement polonais a décidé en 2020 de poursuivre son exploitation jusqu'en 2026. Un litige de plus dans les nombreux différends qui opposent le gouvernement polonais aux institutions européennes.



Présidence française de l'Union européenne/

Objectif salaire minimum

EMPLOI - AFFAIRES SOCIALES « *J'espère que d'ici à la fin mars et le prochain Conseil emploi, politique sociale, santé et consommateurs (Epsco), qui réunit les ministres du Travail européens, nous pourrions avoir un accord définitif sur le salaire minimum* », a lancé Clément Beaune, le secrétaire d'État français chargé des Affaires européennes, lors d'une table ronde organisée à la CFDT, le 16 février dernier. Un optimisme de bon augure. Obtenir cet accord serait une étape importante dans la construction d'un modèle social européen. Et concrétiserait une revendication de longue date de la CFDT et de la Confédération européenne des syndicats, qui permettrait de mieux protéger l'ensemble des travailleurs européens et de lutter contre le dumping social entre les États membres de l'Union. « *Il faut aboutir sur le salaire minimum sous la présidence française, insiste Laurent Berger. C'est fondamental pour construire un nouveau modèle de développement.* »

Mais les organisations syndicales européennes affirment clairement qu'elles ne se contenteront pas d'un accord au rabais : « *Cette directive doit imposer aux États membres où le salaire minimum légal existe de le fixer à des niveaux décents, pour que chaque travailleur et travailleuse puisse vivre dignement de son travail en Europe. Cette directive doit préserver les bonnes pratiques déjà en vigueur dans les pays garantissant l'autonomie des partenaires sociaux. Nous appelons les institutions et les gouvernements européens à un accord à la hauteur des attentes des travailleurs et plus largement des citoyens européens* », affirment huit secrétaires généraux dans une tribune parue le 14 février dans huit quotidiens nationaux, dont *Le Monde* pour la France.

On y retrouve, aux côtés de Laurent Berger pour la CFDT : le DGB (Allemagne), la CSC (Belgique), la SAK (Finlande), la CISL (Italie), l'UGT (Espagne), l'ÖGB (Autriche) et l'OPZZ (Pologne), tous unis pour peser pendant cette présidence française. ●

Chili/
Marcelo Mella, analyste politique et enseignant à l'Université de Santiago du Chili.



Le nouveau gouvernement est composé de 24 ministres, dont 14 femmes à des postes clés comme l'Intérieur, la Défense, l'Environnement ou les Affaires étrangères.

“Les Chiliens attendent beaucoup du nouveau gouvernement”

Le jeune président chilien Gabriel Boric, issu des rangs de l'extrême gauche, prendra ses fonctions le 11 mars. Cette victoire constitue un tournant historique et un espoir pour ses partisans après des années de gouvernance libérale.

Le triomphe de Gabriel Boric montre clairement que le Chili a besoin de changements. La liste des demandes est longue ?

▶ Très. La première est l'urgente réforme des institutions héritées de la dictature militaire. Une assemblée constituante composée de 155 personnes œuvre en ce moment à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Le texte qui est encore en vigueur aujourd'hui date des années Pinochet et consacre le modèle ultralibéral. Le président Boric doit organiser, en juillet prochain, un référendum pour approuver la nouvelle Constitution. C'était l'une des principales revendications des mobilisations de 2019.

Cette nouvelle Constitution est-elle censée aller dans le sens d'une plus grande justice sociale ?

▶ C'est exact. Les Chiliens attendent beaucoup du nouveau gouvernement.

Le système éducatif est très injuste. Les étudiants issus des classes défavorisées et moyennes s'endettent pour de longues années. Ensuite, ils ne parviennent pas à rembourser parce qu'ils accèdent difficilement au marché de l'emploi. C'est précisément la génération des étudiants qui manifestaient il y a dix ans pour une éducation gratuite qui vient d'accéder au pouvoir. Gabriel Boric était l'un des leaders des luttes étudiantes. Depuis l'avènement de la démocratie, en 1990, aucun des gouvernements qui se sont succédé n'a pu ou voulu résoudre cette situation. Cette injustice a perduré dans l'indifférence générale.

De la même manière que n'est pas résolue la question du système de santé, une autre inégalité crie-t-elle...

▶ Il existe clairement deux Chili. L'un peut aller dans les cliniques privées, avec une prise en charge, des soins de qualité et en payant des sommes importantes. L'autre Chili, majoritaire, représente 70% de la population. Il n'a d'autre choix qu'une longue attente en vue d'obtenir un rendez-vous pour des soins qui seront médiocres dans des hôpitaux exsangues, sans personnel et avec du matériel obsolète. Même situation pour les retraités. Ils survivent avec des pensions de misère qui n'atteignent pas le salaire minimum (350 000 pesos, soit moins de 380 euros*).

Le Président bénéficie-t-il d'appuis politiques suffisants pour mener à bien ces réformes ?

▶ Les objectifs sont réalisables parce qu'ils seront progressifs, même si les Chiliens commencent à s'impatisser; cela fait si longtemps qu'ils attendent un changement! Logiquement, ces transformations peuvent être financées par des réformes de la fiscalité telles que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la suppression d'exonérations et la modification de l'impôt sur le revenu. Encore faudra-t-il qu'il obtienne l'appui du Parlement. La coalition *Apruebo Dignidad* (« J'approuve la dignité »), qui l'a porté au pouvoir, n'a pas la majorité et commence même à se diviser. Il devra donc resserrer son propre camp tout en convainquant le parti socialiste, le centre gauche et les écologistes.

À vous entendre, la lune de miel sera de courte durée ?

▶ Elle durera un ou deux mois. Nous sommes face à un défi historique. Celui de l'avènement d'une réelle démocratie et de la résolution d'une crise majeure. ●

Propos recueillis par Maria Poblete

* À Santiago, un ticket de métro coûte l'équivalent d'un euro.

États-Unis/

Répression syndicale chez Starbucks

SOCIAL La chaîne américaine a licencié sept salariés d'un établissement de Memphis (Tennessee) qui envisageaient de se syndiquer. Une injustice que dénonce le syndicat Starbucks Workers United (SWU). « Si Starbucks pense nous faire taire, il se trompe. Notre mouvement ne fait que se renforcer. Nous nous battons pour défendre nos fondamentaux et le droit de nous organiser en tant que syndicat. » La chaîne de boissons au café qui compte plus de 8 500 magasins dans le pays (32 000 dans le monde) n'en est pas à son coup d'essai. Deux salariés d'un établissement de Philadelphie ont été renvoyés pour les mêmes raisons en 2019 et 2020. Starbucks fait actuellement face à la mobilisation des salariés d'une cinquantaine d'établissements qui cherchent à rejoindre le syndicat (on peut suivre leur actualité sur [@SBWorkersUnited](#)). Des travailleurs particulièrement motivés depuis le succès de leurs collègues de Buffalo (New York), qui, en décembre dernier, ont permis au SWU de s'implanter. Une première au sein de l'enseigne en cinquante ans d'existence. ●



En bref

Pakistan/

Les employeurs au tapis

Les 2 000 grévistes, des travailleurs et travailleuses de plusieurs entreprises du secteur de la tapisserie de la région du Punjab, ont fait plier leur direction. Alors que leurs employeurs refusaient d'appliquer les augmentations de salaire pourtant acquises un an plutôt à la suite d'un accord avec le gouvernement provincial, les salariés ont multiplié les arrêts de travail et les piquets de grève. Après plusieurs semaines de mobilisation, ils ont fini par obtenir gain de cause. « Notre lutte a permis d'obtenir une augmentation de 16% pour les travailleurs et travailleuses rémunérés à la pièce et de 14% pour les titulaires de salaires fixes », salue Niaz Khan, le secrétaire général du syndicat ILUCIP (Ittehad Labour Union Carpet Industries Pakistan), qui regrette le jusqu'au-boutisme des employeurs locaux.

Canada/

Un syndicat s'implante chez Canada Goose



MANUFACTURE Les quelque 1 200 travailleurs et travailleuses des deux usines de confection de vêtements situées à Winnipeg (Manitoba) ont voté leur affiliation au syndicat Workers United Canada Council (WUCC), le 1^{er} décembre dernier. Une victoire pour les salariés qui dénoncent des problèmes de management dans l'entreprise et jugent le mode de rémunération à la pièce inéquitable. « C'est un moment grandiose pour

les travailleurs. Nous travaillons tellement dur pour la réussite de cette entreprise. Maintenant, nous avons le sentiment d'y être réellement entendus et d'avoir une part dans cette réussite », a réagi Alelie Sanvictores, une couturière qui travaille pour Canada Goose depuis cinq ans et qui a contribué à l'implantation du syndicat. « Il s'agit de la plus grande victoire pour les travailleurs du secteur manufacturier canadien depuis plus de trente ans et de l'aboutissement de trois ans d'efforts de la part des travailleurs », ajoute Richard Minter, du WUCC.



Thaïlande/ Six militants syndicaux arrêtés

Sia Jampathong, le président de la Fédération

syndicale du textile de Thaïlande (TWFT), et cinq autres militants ont été inculpés, le 28 janvier, au lendemain d'une manifestation. Les syndicalistes exigent le paiement des salaires et des indemnités de licenciement – pour un total de 7,4 millions de dollars – dus aux 1 388 travailleurs de Brilliant Alliance Thai Global Ltd. (BAT), une entreprise de confection de vêtements, qui a fermé il y a plus d'un an. « Nous demandons également aux enseignes, dont Victoria's Secret [la marque de prêt-à-porter américaine], qui s'approvisionnent auprès de BAT, d'assumer leur responsabilité auprès des travailleurs de leur chaîne d'approvisionnement. Elles doivent intervenir et garantir le versement des indemnités en faisant pression sur le gouvernement thaïlandais et, si nécessaire, en versant eux-mêmes le dû », a déclaré Atle Høie, secrétaire général de la fédération syndicale internationale IndustriALL.





**Depuis vingt ans,
l'extrême droite
prospère et pollue
le débat politique.
Sa dédiablement
ne doit pas faire
illusion.**

L'EXTRÊME MENACE

Une dynamique inquiétante

À quelques semaines de l'élection présidentielle, l'extrême droite est en pleine effervescence. Marine Le Pen, jusque-là incontestée, est challengée sur sa droite par Éric Zemmour, encore plus radical. Un Français sur trois serait prêt à voter pour l'un ou l'autre au premier tour. Comment en est-on arrivé là ?

Vingt ans. De 2002 à 2022, deux décennies se sont écoulées depuis le choc provoqué par l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Et depuis, à chaque élection, la même crainte taraude les électeurs qui ne se reconnaissent pas dans l'extrême droite, le même malaise les saisit devant le succès constant du Front national, rebaptisé Rassemblement national en 2018. « La particularité de ce parti, c'est qu'il réussit incontestablement à augmenter ses scores à l'élection présidentielle. En 2002, Jean-Marie Le Pen était au second tour avec un peu moins de 17 % des voix ; en 2017, après un débat particulièrement raté à la télévision, Marine Le Pen a réussi à obtenir 33 %. Aujourd'hui, ce serait 45 % », rappelle Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, codirecteur de l'observatoire des radicalités

politiques à la Fondation Jean-Jaurès. Si important soit-il, ce score ne suffit pas à remporter une élection, précise-t-il.

Pour ceux qui en douteraient, « Le Rassemblement national est bien un parti d'extrême droite, confirme Pascal Perrineau, politologue. Il est historiquement né avec Jean-Marie Le Pen dans les années 1970 et a toujours accueilli en son sein des groupuscules d'extrême droite plus ou moins radicaux ». Mais la patiente entreprise de dédramatisation menée par Marine Le Pen a fini par porter ses fruits. Avec pour meilleur allié le temps. « Au fil des années, le souvenir de ce qu'a été le FN, les provocations et le discours politique de Jean-Marie Le Pen, s'atténue dans la mémoire des Français », ajoute le politologue expert en sociologie électorale. Si 48 % des Français considèrent encore que le parti RN est un danger pour la démocratie, ce taux a baissé de 10 points en cinq ans, et de 25 depuis le début des années 1990, selon Kantar, qui suit l'évolution de l'image du

FN/RN depuis 1983. « Quand elle prend la tête du parti en 2011, Marine Le Pen est très claire sur ses intentions, note Pascal Perrineau. Elle dit bien à l'époque que son principal objectif est de changer le regard des Français sur le FN. Elle s'emploie à lisser l'image de son parti, elle évite les provocations et les thématiques les plus polémiques, ne tient pas de propos ouvertement racistes. Elle s'impose petit à petit comme une candidate classique et mainstream. Mais c'est un changement cosmétique, le cœur idéologique du parti reste le même. Les enjeux fondateurs du Front national, qui sont l'immigration, la sécurité et l'Europe, n'ont pas changé de manière drastique par rapport à ce que disait Jean-Marie Le Pen, ni par rapport aux deux derniers grands rendez-vous électoraux pour lesquels Marine Le Pen était candidate, en 2012 et en 2017. »

Sur fond de malaise identitaire

Au-delà du changement d'image, c'est aussi l'appropriation de thématiques sociales – retraite à 60 ans (position récemment infléchie), nationalisations, hausse du Smic – qui ont permis à Marine Le Pen de grignoter peu à peu une grande part d'un électorat auparavant souvent acquis à la gauche ou au Parti communiste. Le FN-RN prospère sur fond de malaise identitaire et de sentiment de déclasserment des catégories populaires et des classes moyennes, chez ceux qui se considèrent comme des perdants de la mondialisation. « Depuis une trentaine d'années, le FN s'est installé dans les régions en proie à la désindustrialisation et dans cette France se vivant en déclin et menacée par les flux migratoires, écrit Jérôme Fourquet, dans *L'Archipel français*. Il y a fait son nid et y a consolidé ses positions, élection après élection. » Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen dépassait ainsi 30 % du vote des ouvriers, employés et demandeurs d'emploi.

Cette extension de l'influence du FN a été facilitée par un effacement progressif de marqueurs d'extrême droite sur le plan des valeurs, en rupture avec le conservatisme de Jean-Marie Le Pen. « Marine Le Pen a modernisé son parti sur des problématiques sociétales, elle a pris ses distances sur les



“AU FIL DES ANNÉES, LE SOUVENIR DE CE QU’A ÉTÉ LE FN, LES PROVOCATIONS, LE DISCOURS POLITIQUE DE JEAN-MARIE LE PEN, S’ATTÈNUE DANS LA MÉMOIRE DES FRANÇAIS.”

Pascal Perrineau, politologue.

questions de l'avortement, de la PMA, des droits des femmes et des LGBT, elle est plus libérale, et c'est la raison pour laquelle elle attire le vote des femmes, contrairement à Éric Zemmour, beaucoup plus crispé sur toutes ces questions des valeurs traditionnelles», analyse Pascal Perrineau. « Ce qui ne change pas, c'est la préférence ou priorité nationale, qui est la colonne vertébrale du Rassemblement national, souligne Jean-Yves Camus. Et cela, notre Constitution ne nous le permet pas. »

L'irruption d'Éric Zemmour dans le jeu politique, largement favorisée par une présence quasi quotidienne aux heures de grande écoute sur les plateaux télé durant des années, a contribué à adoucir l'image de la candidate RN. Elle est perçue comme « sympathique et chaleureuse » par 33 % des Français, selon Kantar – en hausse de 4 points par rapport à la précédente vague du baromètre en mai 2021 – quand 27 % (en hausse de 3 points) la jugent « honnête et inspirant confiance ».

Un front anti-Macron

Pour autant, les Français ne sont pas prêts à lui confier les clés du pouvoir. Si 62 % des Français jugent Éric Zemmour « dangereux pour la démocratie », ils sont tout de même 48 % à penser la

3
questions à



Anne Muxel « 28% des 18-24 ans pourraient voter à l'extrême droite »

À CHAQUE PRÉSIDENTIELLE SE POSE LA QUESTION DU VOTE DES JEUNES, SOUVENT PRÉSENTÉS COMME ÉLOIGNÉS DE LA POLITIQUE OU TENTÉS PAR LES EXTRÊMES. LE POINT AVEC ANNE MUXEL, DIRECTRICE DE RECHERCHE AU CEVIPOF-SCIENCES PO, AUTRICE DE *POLITIQUEMENT JEUNE* (ÉDITIONS DE L'AUBE).

La jeunesse aujourd'hui est-elle dépolitisée, comme on l'entend souvent ?

➔ Il n'y a pas de dépolitisation de la jeunesse, mais un déplacement des enjeux. Les questions d'environnement, d'écologie, de réchauffement climatique sont davantage susceptibles de mobiliser les jeunes. Ils sont plus intéressés par des modes de participation non conventionnels, plus directs et protestataires. Un jeune sur cinq de 16 à 18 ans en France a déjà participé à une marche sur le climat. Les jeunes s'engagent dans les associations, le bénévolat. On est loin de l'image d'une jeunesse démobilisée et repliée sur elle-même.

Comment ce goût de l'engagement se traduit-il politiquement ?

➔ C'est une jeunesse qui se tient à distance de la politique institutionnelle. Porteuse de la défiance qui s'exprime aussi dans la population française en général envers les institutions, les partis politiques et les syndicats, avec un niveau de défiance peut-être moins élevé. Je ne brosse pas un portrait négatif et pessimiste de cette génération. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas être attentif au risque de déconsolidation démocratique. Il y a une partie de cette jeunesse qui est sensible à l'idée d'un leadership autoritaire, de forces populistes, de tentatives d'expérimentations autres que celles promues par les régimes démocratiques.

Cela se vérifie dans le vote des jeunes ?

➔ Depuis plusieurs années déjà,

nous voyons une réponse électorale d'un segment de la jeunesse aux forces extrêmes, que ce soit à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, fondée sur des ressorts populistes. Il y a aussi une crise de la représentation politique en France qui traverse toute la société et qui s'exprime par de l'abstention ou par le choix pour des extrêmes. La question du diplôme et du niveau de formation est déterminante dans le vote pour le Front national ou le Rassemblement national. On a une scission entre la jeunesse scolarisée et la jeunesse étudiante. Et même parmi la jeunesse étudiante, on voit depuis déjà plusieurs années Marine Le Pen grignoter des voix et bénéficier d'une meilleure reconnaissance. Elle est maintenant concurrencée par Éric Zemmour, y compris parmi les jeunes générations. Selon l'enquête réalisée par Ipsos pour le Cevipof, les intentions de vote pour Zemmour s'élèvent à 12 % chez les 18-24 ans. Marine Le Pen est à 16 %. Les deux cumulés, ce sont 28 % de ces jeunes qui pourraient porter leur voix pour une force d'extrême droite. Le vote Marine Le Pen attire plutôt les jeunes de catégories populaires. Zemmour est capable de toucher un électorat plus diversifié : les jeunes plus diplômés, plus insérés, dans les professions de l'artisanat, du commerce et une part non négligeable des étudiants. L'abstention est également toujours plus importante chez les jeunes, d'environ 10 points. Le vote est considéré comme un droit, celui de voter ou de ne pas voter. Ce n'est plus une norme. ●

Propos recueillis
par Marie-Nadine Eltchaninoff

●●● même chose de Marine Le Pen. « *Un Français sur deux juge que Marine Le Pen représente un danger pour la démocratie, cela montre que la normalisation espérée n'a pas été atteinte* », estime Jean-Yves Camus. Quels que soient les efforts accomplis par Marine Le Pen pour gagner en respectabilité et paraître sympathique en évoquant ses traumas familiaux en plein meeting, la société française dans sa grande majorité n'adhère pas aux idées véhiculées par son parti. « *La part des Français qui se disent en accord avec les idées du RN est stable (29%) par rapport à l'an dernier et reste en deçà du niveau de 2017 (33%)* », toujours selon Kantar.

Le fait d'avoir deux candidats d'extrême droite à la présidentielle signifie-t-il un élargissement de la base électorale? Rien n'est moins sûr. « *Éric Zemmour arrive à mordre sur l'électorat de droite, ses électeurs viennent du RN et de l'ancien électorat de Fillon*, explique Pascal Perrineau. *La surface Zemmour-Le Pen correspond probablement à la surface de Marine Le Pen au deuxième tour de la présidentielle de 2017. Il n'y a pas d'élargissement significatif de la base d'extrême droite. Il y a en revanche un front anti-Macron très fort, et des électeurs pourraient être tentés par un vote RN au second tour, autant pour soutenir Marine Le Pen que pour s'opposer à Macron. Et, bien sûr, il y a le risque de l'abstention.* » Quelle que soit la donne, le jeu démocratique est ouvert, ne laissons pas passer notre tour. ●

M.-N. E

“UN FRANÇAIS SUR DEUX JUGE QUE MARINE LE PEN REPRÉSENTE UN DANGER POUR LA DÉMOCRATIE, CELA MONTRE QUE LA NORMALISATION ESPÉRÉE N'A PAS ÉTÉ ATTEINTE.”

Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, codirecteur de l'observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean Jaurès.

La grande confusion

Les idées véhiculées par l'extrême droite sont de plus en plus reprises par l'ensemble de la classe politique, au point de brouiller les repères. Une dérive inquiétante qui participe de la dédramatisation des candidatures extrêmes.

L'extrême droite est-elle en train de gagner la bataille des idées? C'est en tout cas la thèse que développe Philippe Corcuff dans son dernier ouvrage en dénonçant la grande confusion idéologique actuelle, aussi bien à droite qu'à gauche¹. « *Les idées d'extrême droite aimantent toute la classe politique. La droite traditionnelle est naturellement la plus poreuse, mais la gauche de gouvernement n'y échappe pas, tout comme la gauche radicale. C'est un phénomène transversal* », explique ce sociologue.

Immigration, insécurité, islam : l'extrême droite serait parvenue à imposer dans l'espace public l'idée que ces trois thèmes sont intrinsèquement liés. Autrement dit, l'islam ou l'immigration serait la cause principale de tous les maux de la société et provoquerait une insécurité (physique ou culturelle) en France. À cela s'ajoutent une méfiance envers toute approche européenne ou internationale et un appel à se recentrer sur le territoire national. « *Même Michel Barnier a dû tenir un discours antieuropéen pour tenter de gagner la primaire de la droite* », souligne Philippe Corcuff à titre d'exemple.

Extrême droitisation du discours

Pour le chercheur, cette extrême droitisation du discours politique a débuté au début des années 2000 avec le sarkozysme,

qui a brouillé les repères et participé au recul du clivage gauche/droite. « *Sarkozy, c'est à la fois le ministère de l'Identité nationale et la lettre de Guy Môquet* », résume-t-il. Dans cette grande confusion idéologique, les idées et postures d'extrême droite ont prospéré. La droite « décomplexée » a ainsi multiplié les passerelles avec les thèmes de prédilection de l'extrême droite, par conviction ou calcul électoral.

Selon le baromètre Kantar², les sympathisants LR sont aujourd'hui 43% à défendre l'idée d'une alliance avec le RN selon les circonstances, un bond de 17 points en un an. Un chiffre inquiétant à mettre en corrélation avec le discours d'Éric Zemmour sur l'alliance des droites, qui connaît un succès certain. « *Il est très important de marquer une barrière symbolique, insiste Philippe Corcuff. Il ne faut pas que le constat de la porosité de la droite et de la gauche aux idées d'extrême droite nous amène à dire qu'il n'y a plus de différence. Il faut tenir les deux bouts : montrer la porosité et marquer la différence pour freiner la diffusion des idées.* » ●

Jérôme Citron

1 La Grande Confusion – Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées,

éditions Textuel, 672 pages.

2 Baromètre d'image du Rassemblement national (2022), <https://kantarpublic.com>.



Affiches pour le second tour du scrutin de 2017

« *Il est très important de continuer à maintenir une barrière symbolique entre l'extrême droite et les partis de gouvernement.* » Philippe Corcuff, sociologue.



En quoi Éric Zemmour se différencie-t-il de l'extrême droite du Rassemblement national ?

► Son point de départ n'est pas le même. Le Front national, né en 1972, était un parti d'extrême droite clairement identifié rassemblant toutes les chapelles du fascisme et de l'ultradroite français : d'anciens pétainistes et collaborationnistes, des catholiques intégristes, des nazis, des négationnistes. Le Pen lui-même avait commencé du côté de l'Action française, avait fait la campagne électorale de M^e Isorni, l'avocat de Pétain, en 1951, avait été député poujadiste. Un pur syncrétisme d'extrême droite. C'est à partir de cette identité originelle, grevée par des provocations verbales (l'affaire du « détail »), que Le Pen a tenté d'incarner la « droite nationale » dans les années 1980-2000, de jeter des ponts vers la droite classique, avec un succès quasi nul : le cordon sanitaire tenait bon, les passerelles entre la droite et l'extrême droite n'ont été empruntées, pour l'essentiel, que par des intellectuels (le Club de l'horloge²) qui préfigurent Zemmour, mais qui pesaient peu. Éric Zemmour fait le chemin inverse. Jeune, il n'a pas milité à l'extrême droite ni nulle part, il a fait carrière dans le système, admirant des figures gaullistes comme Charles Pasqua ou Philippe Séguin. Son projet est de faire venir la droite aux idées de l'extrême droite qu'il incarne. Mais, pour l'instant, le point d'arrivée est le même ; Zemmour fédère surtout l'extrême droite dans toutes ses composantes. Il pèse désormais autant

Laurent Joly « Zemmour falsifie des pans entiers de l'histoire de France »

HISTORIEN SPÉCIALISTE DE L'EXTRÊME DROITE ET DU RÉGIME DE VICHY, LAURENT JOLY ANALYSE LE « PHÉNOMÈNE ZEMMOUR » DANS SON DERNIER LIVRE INTITULÉ *LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE*¹.

qu'un Jean-Marie Le Pen en 1986-1988. Il est le nouveau « diable de la République ».

Zemmour réécrit l'histoire de Vichy et de la déportation des juifs, à quelles fins ?

► Zemmour considère que ce qui empêche l'alliance de la droite et de l'extrême droite, c'est en grande partie le souvenir de Vichy. Par ailleurs, relativiser ou nier les crimes de la collaboration, cela rend possible des politiques disqualifiées depuis la guerre : prendre des mesures d'exception, stigmatiser les minorités, expulser deux millions d'étrangers et de « mauvais Français »...

Il revendique le droit d'interpréter l'histoire. En quoi cette attitude dans le débat public est-elle nouvelle et dangereuse ?

► User de l'histoire à des fins politiques, c'est vieux comme le monde. Tous les hommes, toutes les femmes politiques puisent dans le passé des références qu'ils mobilisent pour incarner ou légitimer leurs projets. Mais chez Zemmour, cet ancrage dans l'histoire, cette prétention à dire le vrai au nom de l'histoire est bien plus fort que chez n'importe qui. Nombre de personnes qui le suivent, qui l'admirent, le font parce qu'elles sont convaincues de son érudition historique. C'est la source première de sa légitimité : un écrivain qui connaît l'histoire de France et qui, par cette connaissance, peut voir mieux que les autres les dangers qui nous menacent. Disons-le nettement : l'imposture est totale. Zemmour mésinterprète, déforme, falsifie des pans entiers de l'histoire de France, et non des moindres, comme la complicité criminelle de Vichy dans la déportation des juifs en 1942. La falsification historique érigée comme arme absolue du combat intellectuel et politique, c'est en effet nouveau et inquiétant. Zemmour veut convaincre

qu'adopter des mesures discriminatoires contre telle ou telle catégorie relève des nécessités de la raison d'État, du réalisme. Cette justification sur le mode du « on n'avait pas le choix » est celle de tous les criminels d'État. On devrait s'inquiéter que Zemmour l'invoque aussi imperturbablement à propos de la complicité de Vichy dans la Shoah, pourtant établie de longue date par la recherche historique.

Comment expliquez-vous sa popularité ?

► Il donne aux gens des certitudes. Son assurance à toute épreuve, son ton constamment péremptoire donnent l'impression à celles et ceux qui l'écoutent que lui sait et qu'il sait quoi faire. Comme il répète toujours la même chose, avec ses idées fixes, un logiciel immuable, cela lui confère une supériorité immédiate sur ses interlocuteurs. Et puis il joue de l'image de l'homme neuf, qui tranche sur les politiciens professionnels (impopulaires comme ils l'ont rarement été dans notre histoire politique) : lui ne pense qu'à la France, est vierge de toute compromission. C'est bien entendu une imposture – Zemmour est un pur produit du système –, et surtout une vieille posture de l'extrême droite française. ●



Propos recueillis par M.-N. E.

1 La falsification de l'histoire,

Grasset, 140 pages.

2 Fondé dans les années 1970 par plusieurs futurs cadres du Front national, le Club de l'horloge rassemblait de hauts fonctionnaires.

Au travail face à l'extrême droite

La diffusion des idées et thèses de l'extrême droite est palpable au sein des collectifs de travail. Des collègues reprennent des arguments, des organisations tentent de s'implanter. Les équipes CFDT doivent composer avec ces situations parfois délicates et y faire face. Des militants racontent.



«Faire barrage à l'extrême droite» Manifestations avec appel unitaire à Paris lors du second tour de l'élection présidentielle en 2017.

Cfdt:

Une CFDT indépendante des partis politiques

Dans ses statuts, la CFDT affirme son «*autonomie vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques. La Confédération entend garder à son action une entière indépendance à l'égard de l'État, des partis, des institutions religieuses, comme de tout groupement extérieur*». Les adhérents et élus CFDT peuvent, bien entendu, militer dans un parti politique et soutenir un candidat à titre individuel (lire page 8). Signe de cette indépendance, la CFDT ne donne plus de consigne de vote depuis 1986, tout en continuant à inciter les Français à se rendre aux urnes.

Une seule exception à ce principe, toutefois, et de taille. La CFDT – qui prône l'émancipation individuelle et collective, la solidarité, l'égalité, la démocratie et combat toute forme de discrimination, d'abus de pouvoir, de totalitarisme et d'extrémisme – réserve un traitement à part à tous les candidats d'extrême droite. Les valeurs véhiculées par ces derniers sont en effet à l'opposé de celles défendues par la CFDT et doivent être sans cesse dénoncées et combattues. La présence à une élection d'une candidate ou d'un candidat se réclamant de l'extrême droite peut donc amener la CFDT à prendre parti. C'est ce qu'elle a fait lors des dernières élections présidentielles et c'est ce qu'elle ferait à nouveau si l'extrême droite se qualifiait une nouvelle fois pour le second tour.

Philippe, militant CFDT, agent de collectivité territoriale en Occitanie

En discutant avec ses collègues, Philippe est parfois confronté à des sous-entendus racistes, xénophobes ou encore homophobes, qui s'apparentent aux discours de l'extrême droite. «*Ça peut être des réflexions comme : "C'est toujours les mêmes avec qui on a des problèmes".*» Des propos tenus plutôt lors de discussions en dehors du travail. «*C'est un phénomène régulier et quelque chose qui ne s'exprime pas clairement. De plus, certains ont de la retenue par rapport à moi, car je suis identifié CFDT. Dès que je retire ma "casquette" syndicale, la parole se libère.*»

Dès lors, que faire face à ce genre de comportement? Philippe tente d'être dans le dialogue. «*J'essaie toujours de relativiser les choses, de ne pas généraliser un problème, d'expliquer, d'agir sur la prise de conscience, et que ça ne fasse pas effet boule de neige.*» Il pense que ses collègues reprennent les discours qu'ils entendent régulièrement, par mimétisme : «*Je ne pense pas que ces personnes soient franchement racistes, c'est plus lié à une musique de fond, une ambiance générale. "De toute façon, c'est ce que tout le monde dit", me répond-on parfois.*»

Au-delà des discours, ce qui l'inquiète, c'est que certains de ses collègues sont sensibles aux propositions de l'extrême droite. «*La protection des fonctionnaires, une justice plus stricte face aux incivilités, ça leur parle, surtout aux agents qui accueillent du public et sont confrontés à des bénéficiaires agressifs.*»

Gérald Six, ancien secrétaire général de l'Union locale CFDT de Béziers

Gérald Six était le secrétaire général de l'Union locale CFDT de Béziers lorsque Robert Ménard (élu sans étiquette mais soutenu à l'époque par le Front national) est arrivé à la mairie de Béziers, en 2014. «*J'ai alerté sur le fait que ça devenait problématique pour nous de travailler. Quand les locaux sont prêtés par la mairie, que celle-ci donne une subvention, ça devient problématique. On peut faire des pirouettes et dire que c'est la collectivité et pas le maire en personne, c'est lui qui choisit les organisations qu'il souhaite subventionner.*» Le début du premier mandat a d'ailleurs été mouvementé,



Sujets sensibles Les militants sont en demande d'outils, d'argumentaires, pour démonter les discours extrémistes sur les lieux de travail.

le maire ayant voulu déloger les syndicats de la Bourse du travail, bâtiment municipal. Puis la situation s'est complexifiée lorsqu'Emmanuelle Ménard, la femme du maire de Béziers, est devenue députée de la circonscription trois ans plus tard : « *Sur de l'action revendicative, pour un peu de lobbying sur des textes législatifs, on ne peut pas aller la voir. Ça entrave le travail syndical en interprofessionnel* », estime Gérald Six.

Pour lutter contre l'extrême droite, le militant pense lui aussi qu'il faut outiller ses camarades, faire de la pédagogie, analyser les discours. En mars 2020, quelques jours avant le premier confinement, il avait organisé une journée à Béziers avec le groupe de travail « *Lutte contre les idées extrêmes* » pour décortiquer les programmes en vue des élections municipales, « *pour constater ce qui est récurrent, quels sont les argumentaires et voir comment on peut les déconstruire* ». Un travail malheureusement interrompu par la crise sanitaire, mais qui reste nécessaire pour lutter contre l'extrême droite. « *Sur des sujets sensibles, les militants sont en demande d'argumentaires, d'armes pour combattre, d'explications concrètes pour démonter les discours extrémistes.* »

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT (Fédération de l'Éducation nationale)

Du côté de l'enseignement, l'extrême droite a mis un pied dans la porte. Depuis 2013, le collectif Racine se veut un rassemblement des « enseignants patriotes ». À l'origine pro-Marine Le Pen, ce groupe est désormais pro-Florian Philippot. Plus récemment, durant l'automne 2021, sont apparus « Les profs avec Zemmour » : « *Une entrée fracassante, ils ont réussi à devenir visibles* », juge Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Syndicat général de l'Éducation nationale (Sgen-CFDT). « *Il ne faut pas se le cacher : une partie du personnel de l'Éducation nationale, et pas que les enseignants, est acquise aux idées de l'extrême droite. Nier cette réalité n'est pas le meilleur moyen d'agir* », estime-t-elle. Les exemples de collègues qui affichent ouvertement leur positionnement politique restent rares, « *mais ça existe* ». « *Dans ce cas, le chef d'établissement rappelle l'obligation de neutralité dans l'exercice des fonctions* », explique Catherine Nave-Bekhti. « *Et tant qu'il n'y a pas d'écart dans la pratique professionnelle, de manière légale, rien ne peut être fait. Sans doute que les collègues convaincus par l'extrême droite partitionnent leur vie professionnelle et leur engagement*

“IL NE FAUT PAS SE LE CACHER : UNE PARTIE DU PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE, ET PAS QUE LES ENSEIGNANTS, EST ACQUISE AUX IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE.”

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

politique. » De son côté, le Sgen-CFDT ne répond pas aux provocations de ces groupuscules. « *On écrit régulièrement pourquoi notre vision du système éducatif est opposée à la leur. Que des collectifs se réclamant de l'extrême droite appellent à ne pas voter Sgen-CFDT aux élections professionnelles confirme que nos visions du système éducatif sont diamétralement opposées, c'est presque une fierté pour les militants.* »

Michel Crépin, ex-secrétaire général de la CFDT des Hauts-de-France

Les Hauts-de-France sont un territoire où le Rassemblement national est bien implanté. La CFDT régionale est donc vigilante. « *Rien ne se passe à visage découvert* », selon Michel Crépin, ancien secrétaire général de la CFDT des Hauts-de-France. « *Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes. On voit le raidissement de militants lorsque le sujet de l'extrême droite est abordé* », ajoute-t-il. Face à cela, l'une des solutions, c'est affirmer encore et encore les valeurs portées par la CFDT. « *On a publié une lettre ouverte sur la question des migrants en décembre dernier. Elle a été envoyée à tous nos adhérents, avec nos positions clairement affichées, ce qui nous met en contradiction avec le RN, et permet de faire de la pédagogie sur ce que l'on porte.* » L'ex-secrétaire général le rappelle : « *Ce qui n'est pas négociable chez nous, ce sont les valeurs.* » ●

Fabrice Dedieu

LE GRAND-BORNAND

LA CULTURE DE L'OR BLANC

Texte Émilie Gillet Photos Cyril Entzmann/Divergence



1 À la tête du pôle neige du Grand-Bornand depuis 2020, Éric Bibollet-Ruche dirige une cinquantaine de personnes chargées de la production de la neige de culture, du damage, de la sécurité des pistes et du snowpark.

2 Grâce aux données météorologiques et au suivi de la production de chacun des 300 enneigeurs de la station, la hauteur de neige sur l'ensemble des pistes est connue et ajustée en temps réel, selon les besoins.



► 37%. C'est le taux de couverture en neige artificielle des 250 domaines skiables français en 2019. On est bien loin des 90% des Alpes italiennes et même des 100% des JO d'hiver de Pékin! Au cœur du massif des Aravis, en Haute-Savoie, Le Grand-Bornand dépasse largement cette moyenne nationale : la moitié de ses 85 kilomètres de pistes dispose de canons à neige. Pour la saison 2021-2022, la station a prévu de fabriquer un demi-million de mètres cubes d'or blanc, de quoi remplir plus de 130 piscines olympiques. La recette pour fabriquer cette neige de culture? De l'eau, de l'air, des pompes et des canons à neige, et surtout le savoir-faire de femmes et d'hommes qualifiés qui vont produire, entretenir et surveiller cette neige tout au long de l'hiver. Pour la station, l'enjeu économique est majeur : « En 1989-1990, premier grand hiver sans neige, la fréquentation des domaines skiables français avait chuté de 30% par rapport à l'hiver précédent. En 2006-2007, avec des conditions similaires, cette baisse de fréquentation n'a été que de 15%. Et ce, en grande partie grâce à la neige de culture », déclarait ainsi en 2017 le délégué général de Domaines skiables de France. ●





3 La station compte deux lacs artificiels. Le plus grand et le plus récent, celui du Maroly, renferme plus de 300 000 m³ d'eau, de quoi produire le double de volume en neige. C'est la plus grande retenue collinaire créée dans une station française.

4 Les canons à neige ne fonctionnent que lorsque les pistes sont fermées aux skieurs – la nuit, en général – et que les conditions météorologiques conviennent : il doit faire froid (la température idéale est de -7 °C) et pas trop humide.

5 La production de neige de culture a lieu essentiellement en novembre-décembre, lorsque la météo le permet. L'objectif est de constituer une bonne sous-couche afin que la neige qui tombera ensuite naturellement tienne tout l'hiver. Pendant la saison de ski, la production de neige de culture est ajustée en temps réel. Car au printemps, elle doit fondre rapidement pour que les pistes redeviennent des « prés à reblochon ».

6, 7 et 8 La station compte deux usines à neige.

La plus récente (Maroly), date de 2016. Ses quatre pompes à eau sont capables de déborder 3000 m³ d'eau à l'heure (tuyaux verts). Les compresseurs (tuyaux bleus) fournissent un air à 8 bars. Laurent Perrillat (ci-contre) et Fabien Bastard (ci-dessous) sont nivoculteurs : chaque nuit en hiver, ils contrôlent la production de neige de culture, surveillent le bon fonctionnement des pompes et des enneigeurs. L'été, ils s'occupent de la maintenance du matériel.





9

9 Dix dameuses permettent d'assurer l'entretien des pistes la nuit. Objectif : répartir au mieux la neige sur l'ensemble du domaine, la brasser pour chasser l'air et la tasser pour qu'elle tienne le plus longtemps possible.

10 Dameur depuis 1987, Bernard Fournier sait en temps réel quelle hauteur de neige il a sous son engin. La nuit sur les pistes, il croise renards, lièvres et même des loups, et aussi de plus en plus de skieurs de randonnée un peu trop hardis...

11 Sylvain Reynoud est responsable du poste des pisteurs du Maroly. Adhèrent CFDT depuis 2015, il est membre du comité social et économique de la société d'économie mixte qui gère le domaine skiable du Grand-Bornand.

12, 13 et 14 Une fois par semaine, les pisteurs analysent le manteau neigeux : aspect, température, densité, résistance...



10



11



12



13



14



15



16

Des informations indispensables pour permettre à Météo France d'établir le bulletin de risques d'avalanche. Une fois par an, Denis Debray, de Météo France, les accompagne.

15 et 16 Pisteuse-secouriste l'hiver, Fantille Cuevas est maître-nageuse l'été et sapeur-pompier volontaire. Le secours aux personnes, c'est sa vocation! Elle assure la sécurisation du domaine skiable et l'accueil de la clientèle. Parmi les quinze pisteurs de la station, trois sont des femmes.



GAUTIER CAPUÇON

AMBASSADEUR

DE PARTAGE

À travers une association, sa fondation, un festival, une école ou même une émission de télévision, Prodiges, le violoncelliste quadragénaire est un artisan de la démocratisation de la musique classique. Depuis plus de vingt ans et le début de sa carrière, il fait de la transmission de sa passion et de l'accès à la culture ses priorités.

Entretien.

Propos recueillis par **Guillaume Lefèvre**
Photos **J. Bort Warner**

Comment est née votre passion pour la musique classique ?

► Je ne suis pas né dedans. Mes parents ne sont pas du tout musiciens. Mon père était un agent des douanes et ma maman ne travaillait pas. Mes parents, qui sont originaires de Bourg-Saint-Maurice (Savoie), ont découvert la musique classique grâce au Festival des Arcs. Chaque été, des concerts étaient donnés gratuitement dans la ville.

J'insiste bien sur ce mot. C'est grâce à cette gratuité qu'ils ont pu accéder à la musique classique. Quand je suis né, ma sœur, de dix ans mon aînée, jouait déjà du piano et mon frère [le violoniste Renaud Capuçon], qui avait cinq ans de plus que moi, pratiquait le violon. Donc, quand je suis arrivé, il y avait déjà un univers musical à la maison. Et à 5 ans, je me suis retrouvé avec un violoncelle entre les mains. Ça a été un véritable coup de foudre.

Mon premier professeur m'a transmis sa passion pour cet instrument. J'attendais le cours de musique avec impatience, c'était le moment qui illuminait ma semaine. Ça me permettait de transcender ce que je ressentais, d'exprimer des émotions sur lesquelles je ne pouvais pas mettre de mots. Tous mes professeurs ont été extraordinaires. Ils m'ont donné de leur temps, m'ont transmis leur exigence, leur expertise

et leur bienveillance. J'ai commencé ma carrière il y a plus de vingt ans. Je me tourne désormais vers la transmission et l'éducation. Tout ce qu'on m'a prodigué, je veux pouvoir le transmettre à mon tour. Je veux faire profiter les jeunes de mon expérience.

Une mission que vous menez en tant qu'ambassadeur de l'association Orchestre à l'école.

► Je suis très fier d'être « ambassadeur » de cette association. Elle fait un boulot formidable. Son objectif est d'initier toute une classe à la pratique d'un instrument, et de l'accompagner pendant trois, quatre ans, jusqu'à l'organisation de concerts. Depuis 1999, ce sont 100 000 élèves qui ont bénéficié de ce dispositif, et plus de 1 450 orchestres qui ont vu le jour. Chaque projet réunit les acteurs éducatifs, culturels et politiques du territoire. Chaque orchestre est différent. Il prend en compte les envies et les réalités locales, dans le choix des instruments notamment.

Quelles sont les vertus de la musique pour les jeunes ?

► L'apprentissage de la musique est extrêmement important pour un jeune. Grâce à elle, il travaille sur la concentration, sur la confiance en soi. Elle permet l'expression des émotions et, surtout, elle favorise le travail collectif. La musique, c'est aussi l'apprentissage du respect, de la discipline... c'est apprendre à se tromper et à ne pas se moquer du camarade qui commet une erreur. C'est une expérience très forte. Et c'est assez bouleversant de voir des gamins qui viennent d'écoles un peu plus difficiles que les autres, avec une enfance compliquée, s'épanouir lorsqu'ils jouent de leur instrument. C'est merveilleux de voir ces enfants avec les yeux qui pétillent. Ce que je vis avec eux, c'est un cadeau de la vie. J'ai en mémoire un échange avec un enfant pendant un goûter. Je lui ai simplement demandé : « Comment ça va ? ». Il m'a répondu : « Quand je joue, j'oublie tous mes problèmes. » Lorsqu'il m'a dit ça, j'ai compris l'importance de ce que nous faisons. Il faut aussi rappeler que la musique n'a pas





de statut social, la musique n'a pas de couleur de peau. La musique est universelle. La musique est un trésor. Nous voulons que tous les enfants de France puissent avoir cette chance. C'est un projet social, culturel, éducatif et citoyen. C'est un projet de société, et peu importe que les gamins fassent de la musique ou pas après; l'important, c'est que ça leur ouvre un nouvel horizon.

Vous venez aussi de créer la Fondation Gautier Capuçon, pour accompagner et soutenir de jeunes musiciens. Quel est son objectif ?

➤ Je sais qu'il y a une période charnière dans la carrière des musiciens, entre 18 et 25 ans. Beaucoup de choses se jouent à ce moment-là. C'était déjà très dur pour les jeunes artistes de trouver des engagements avant la crise de Covid, alors, maintenant, c'est quasiment impossible. La culture a été fortement impactée, le secteur souffre et les jeunes sont les premières victimes. Avec cette fondation, je veux pouvoir leur faire profiter de mon expérience et les aider à avoir accès à la scène et au public.

Nous évoquions plus tôt votre rôle d'ambassadeur. Pouvez-vous nous parler de l'autre « ambassadeur », celui qui partage vos tournées depuis plus de vingt ans ?

➤ [Rires] L'autre Ambassadeur, c'est mon violoncelle. Un instrument de 1701. Il est commun que les instruments portent le nom d'un mécène ou d'un artiste à qui ils ont appartenu. Le mien n'en avait pas. Je ne voulais pas lui donner un nom simplement pour lui donner un nom. Et puis, il y a deux ans, après avoir répondu à une interview donnée à l'occasion d'un concert pour ●●●

C'EST UN PROJET DE SOCIÉTÉ, ET PEU IMPORTE QUE LES GAMINS FASSENT DE LA MUSIQUE OU PAS APRÈS; L'IMPORTANT, C'EST QUE ÇA LEUR OUVRE UN NOUVEL HORIZON.





●●● le trentième anniversaire de la chute du mur de Berlin, un nom s'est imposé. Le journaliste m'a demandé si j'étais un ambassadeur de la paix. Je lui ai répondu que j'étais simplement un interprète, et que l'ambassadeur, c'était mon violoncelle. C'est la musique qui est un vecteur de partage et de liberté. Voilà pourquoi je lui ai donné ce nom.

Rendre accessible la musique à tous est l'une de vos ambitions. C'est cette volonté de démocratisation qui est à l'origine du festival itinérant Un été en France ?

► Démocratiser la musique classique est pour moi essentiel. Un été en France, c'est une histoire extraordinaire. Ça faisait déjà un moment que je voulais parcourir la France. Et puis l'idée a germé pendant le premier confinement. Alors que la culture souffrait, que nous étions privés de salles de concert, je me suis dit que c'était le moment d'offrir des concerts gratuits partout dans les villes et les villages de nos régions. Alors, j'ai lancé la tournée. J'ai donné 21 concerts durant l'été 2020. En 2021, lors de la deuxième tournée, j'ai invité des jeunes artistes à se produire pour leur donner l'opportunité de remonter sur scène et de retrouver un public. Nous avons apporté la musique classique là où elle n'était jamais allée. Nous avons joué dans des villages de 150 habitants... où plus de 1 500 personnes sont venues assister à nos représentations. Chacun des concerts constituait une première, une découverte de ce répertoire musical pour la majorité du public présent. Ils étaient bouleversés, surpris et heureux d'être là. Ils pensaient que ce n'était pas une musique pour eux. Partout où nous sommes passés, cela a été une véritable fête musicale. Nous avons vu des villages en ébullition, où tous les habitants construisaient et vivaient ce moment ensemble. Et des élus heureux de nous accueillir. C'est quelque chose d'unique. Si tout cela peut semer des graines dans les esprits et faire naître des envies, tant mieux. Cette tournée, c'est aussi un écho à ma propre histoire, à la façon dont la musique est entrée dans la vie de mes parents.

**NOUS AVONS
APPORTÉ LA
MUSIQUE CLASSIQUE
LÀ OÙ ELLE N'ÉTAIT
JAMAIS ALLÉE.**



Vous participez en tant que jury à l'émission Prodiges, diffusée sur France 2, un concours qui met à l'honneur de jeunes artistes entre 7 et 16 ans. Pourquoi ce choix ?

► C'est une émission que j'aime beaucoup, avec une atmosphère familiale, d'où se dégage une énergie formidable avec des jeunes qui peuvent partager leur passion et montrer tout leur talent. C'est surtout l'occasion de faire découvrir la musique classique sur le service public en *prime time*. On voit d'ailleurs un intérêt palpable de la part des spectateurs (3,1 millions et 16,2% de part d'audience lors de la finale du 30 décembre 2021). Des gens qui viennent à mes concerts me disent qu'ils ont découvert la musique classique grâce à l'émission. C'est primordial que le service public participe à cet effort de démocratisation.

Depuis deux ans, c'est extrêmement dur pour les artistes. Il faut tout faire pour garder la culture et la musique vivantes. ●



Parcours

1981

Naissance de Gautier Capuçon à Chambéry (Savoie).

1995

Premier Prix de violoncelle au Conservatoire de Chambéry.

2001

Victoire de la Musique «Nouveau talent de l'année».

2014

Dirige la classe d'excellence de violoncelle qu'il a créée à la Fondation Louis Vuitton.

2020

Deviens ambassadeur de l'association Orchestre à l'école.



Votre attestation fiscale 2021 est disponible en ligne ! *

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Téléchargez-là en 3 clics ! Sur [HTTPS://MONESPACE.CFDT.FR](https://monespace.cfdt.fr)

> VOUS AVEZ DÉJÀ ACTIVÉ VOTRE ESPACE ADHÉRENT EN LIGNE

- 1** Dans le 1^{er} champ de **SE CONNECTER** : saisissez votre numéro personnel d'adhérent (NPA) à 10 chiffres sans espace dans Identifiant puis saisissez votre mot de passe. Puis cliquez sur **SE CONNECTER À L'ESPACE ADHERENT**

- 2** Sur votre Espace adhérent. En haut à droite de l'espace adhérent, vous retrouvez la rubrique **MA COTISATION**. Cliquez sur **CONSULTER**

- 3** Sur votre espace **Ma Cotisation**. En bas à gauche, dans la rubrique **MES ATTESTATIONS FISCALES**, cliquez sur **TÉLÉCHARGER** sous **ATTESTATION FISCALE 2021**.

* **Attention !** Le service Réponses à la carte n'est pas habilité à vous fournir votre attestation.

> VOUS N'AVEZ PAS ENCORE ACTIVÉ VOTRE ESPACE ADHÉRENT EN LIGNE

- Cliquez sur **ACTIVER VOTRE COMPTE CFDT** dans le cadre **Je m'identifie pour la première fois sur le portail CFDT.FR** en vous munissant de votre numéro personnel d'adhérent (NPA) à 10 chiffres sans espace.
- **Si vous ne connaissez plus votre NPA**: retrouvez-le sur votre carte adhérent ou demandez-le à votre syndicat. Si vous n'avez plus les coordonnées de votre syndicat, écrivez-nous sur espaceadherent@cfdt.fr

[CFDT.FR](https://www.cfdt.fr)

ZÉRO DÉCHET

Galerie pas commerciale

À Nantes, un réseau d'associations s'est mobilisé pour créer la Galerie du zéro déchet. Conçue comme une maison témoin pour informer, sensibiliser tous les publics et promouvoir des modes de consommation plus responsables, elle organise aussi des ateliers et animations multiples. Inspirant !

Texte **Emmanuelle Pirat** Photos **Cyril Entzmann/Divergence**

« Ici, nous n'avons rien à vendre ! », lance Christian Renaudin dans un large sourire, invitant à découvrir la Galerie du zéro déchet, lieu qu'il a participé à créer avec plusieurs associations nantaises. Installée en plein centre-ville – juste derrière les très commerciales Galeries Lafayette ! –, cette galerie se veut un espace d'information, de sensibilisation et d'échanges autour des principes du zéro déchet et des pratiques de consommation plus responsables. Une nécessité « dans un contexte de dérèglement climatique et de raréfaction des ressources. La Galerie se veut un outil de cette transition », explique Christian, militant de longue date de la cause écologique, et par ailleurs délégué syndical central CFDT de Néo-Soft Services, entreprise d'informatique de 1 380 salariés.

Appui des acteurs locaux

L'aventure commence en 2018, lorsque la mairie de Nantes lance un appel à projets afin de rénover et « réinventer 15 lieux de la ville ». Un petit groupe de sept associations se réunit afin de présenter le projet de Galerie du zéro déchet, pour redonner une seconde vie à une ancienne galerie de l'École des Beaux-Arts. Les citoyens nantais votent, le projet est retenu. ●●●

Pédagogique, la Galerie accueille des scolaires lors d'ateliers de sensibilisation et d'information au mode de vie zéro déchet.



● **“DANS UN CONTEXTE DE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET DE RARÉFACTION DES RESSOURCES, LA GALERIE SE VEUT UN OUTIL DE LA TRANSITION.”**

Christian Renaudin, cofondateur de la Galerie du zéro déchet et délégué CFDT de Néo-Soft Services.



Ci-contre, animation d'une fresque du numérique.
Ci-dessous, atelier de cosmétiques à faire soi-même.



Retrouver l'intégralité de notre reportage sur : www.syndicalismehebdo.fr



●●● L'inauguration aura lieu en novembre 2019. « *Ambiance petits fours mais traiteur zéro déchet!* », sourit Christian. Depuis, le lieu est ouvert au public, gratuitement, tous les mercredis et samedis après-midi.

Familles, curieux ou personnes cherchant des conseils pour leur compost ou des moyens de limiter le gaspillage franchissent la porte et viennent trouver des idées et de l'information. L'organisation du lieu, conçu comme une « *maison témoin* » – avec cuisine, salon, salle de bains, salle de jeux des enfants, etc. –, permet une appropriation encore plus concrète. Dans chaque espace, on vous explique de manière très pédagogique comment réduire ou mieux trier vos déchets, éviter la consommation des plastiques et emballages : « *Sur chaque thématique, nous avons cherché à expliquer les enjeux et à proposer des solutions, en nous appuyant sur des acteurs locaux, entreprises ou associations, qui innovent sur ces sujets* », explique Christian, qui souligne d'ailleurs la qualité du réseau nantais, « *très actif sur ces questions* ». La Galerie s'appuie d'ailleurs sur 46 structures partenaires*, qui non seulement apportent leur expertise mais contribuent aussi à faire vivre le lieu (ateliers de réparation, diagnostic

informatique, fresques du numérique...).

Pas un « truc de bobos »

La Galerie propose aussi des visites et des ateliers pour des publics variés : scolaires, étudiants mais également des professionnels du monde de l'entreprise qui souhaitent faire évoluer leurs pratiques, transformer leurs process. « *Nous avons reçu des dirigeants du secteur du plastique qui souhaitaient éviter les plastiques à usage unique* », explique Christian. Parfois, comme a pu le faire Airbus, c'est dans le cadre d'une « *journée RSE* » qu'une visite s'organise. La section CFDT de l'entreprise Vibracoustic (fabrication de pièces filtrant les vibrations pour l'automobile) a également souhaité sensibiliser ses militants en les invitant à la Galerie. « *Nous souhaitons que ce lieu soit le plus ouvert possible à tous les publics. Que le sujet du zéro déchet ne soit pas identifié comme un « truc de bobos »* », insiste Christian.

« *On observe un intérêt très fort du public pour ces questions liées*



Ô Bocal, épicerie et droguerie dédiée au mode de vie zéro déchet, fait partie du réseau de partenaires de la Galerie.



à la consommation responsable. Avec l'essor du vrac ou des achats de seconde main, par exemple », souligne Fanny Garcia, seule salariée de la Galerie. Le renforcement législatif (la loi « ÉGalim » ou encore la loi antigaspillage pour une économie circulaire, etc.) ne peut qu'y contribuer. Alors, même si la pandémie de Covid a freiné le développement du lieu, la reprise est là. Et avec elle de nombreux projets : ateliers de réparation d'objets ou de vélos, ciné-club, nouvelles animations pour les enfants, que Sarah Milano, en service civique depuis novembre 2021, contribue à organiser. Raison de plus pour aller faire un tour dans cette galerie pas comme les autres... Et de s'en inspirer dans d'autres régions! ●

* La liste des partenaires est disponible sur le site de l'association : <http://lagalerieduzerodechet.fr/>

MAYOTTE

Les relégués de la République

Département français depuis dix ans, Mayotte est en grande souffrance. Alors que le projet de loi relatif au développement accéléré de l'archipel devait être présenté à l'Assemblée nationale en février, celui-ci a été reporté *sine die*. Au grand dam de l'Union interprofessionnelle (UI) CFDT Mayotte, qui continue d'agir pour améliorer le quotidien des Mahorais et pour la convergence des droits sociaux.

Guillaume Lefèvre



PETIT RAPPEL HISTORIQUE

En 1946, l'archipel des Comores, composé de quatre îles dont Mayotte, devient un territoire d'outre-mer. En 1974, lors d'une consultation d'autodétermination, les Mahorais votent à 63% contre l'indépendance, alors que les autres îles votent à 99% pour leur souveraineté. L'archipel des Comores, excepté Mayotte, devient donc indépendant en 1975. En 1976, les Mahorais font le choix de rester dans la République française (99,4%). L'île obtient le statut provisoire de « collectivité territoriale ». La loi du 26 décembre 1976 précise dans son article 10 que « les lois nouvelles ne sont applicables à Mayotte que sur mention expresse ». Le 29 mars 2009, les Mahorais votent à 95% pour la départementalisation, qui devient effective deux ans plus tard. Ce territoire, de 376 kilomètres carrés, compte officiellement 285 000 habitants.

La façon dont Mayotte est traitée par la République est injuste. Les habitants ne doivent plus être considérés comme des citoyens français de seconde zone, tonne Pascal Catto, délégué de l'outre-mer à la CFDT. Il est temps que l'État prenne ses responsabilités. » Situé dans l'océan Indien, à proximité des Comores, de Madagascar et à huit mille kilomètres de Paris, ce territoire ultramarin est devenu le 101^e département français, le 31 mars 2011. Longtemps « collectivité à statut particulier » (lire l'encadré), l'archipel attend toujours les progrès escomptés par son récent statut.

« La situation économique et sociale à Mayotte présente, à tous points de vue, une situation très dégradée par rapport aux autres régions françaises, constate Antoine Math, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires), auteur d'une note sur le niveau des dépenses publiques à Mayotte, parue en janvier 2022*. Les besoins pour rattraper les retards et des décennies de délaissement, ou même seulement



pour garantir des droits équivalents en comparaison des habitants des autres régions, sont très importants. » Si cette situation s'explique aussi par des raisons historiques, elle est surtout liée à un sous-investissement chronique et aux carences des pouvoirs publics métropolitains. D'après les données de l'Insee, le montant des prestations en espèces et les dépenses de services publics par habitant en 2018 s'élèvent à 14 586 euros en France métropolitaine contre 5 570 euros à Mayotte. En comparaison, elles sont de 14 575 euros en Guadeloupe, 7 859 euros en Guyane, 11 983 euros à La Réunion. Un décalage qui se traduit dans la fonction publique hospitalière. En 2018, l'île compte 7,7 agents pour 1 000 habitants contre 16,4 en métropole (et 25,8 à Paris).

Le code de la Sécurité sociale ne s'applique pas

Autre particularité, Mayotte possède un système de protection sociale spécifique. « Le code de la Sécurité sociale ne s'applique pas à Mayotte et, d'une manière générale, les conditions d'attribution et les montants des prestations sont bien plus défavorables », détaille Antoine Math. Avec des conséquences concrètes : si le congé paternité, récemment étendu à vingt-huit jours, s'applique, celui-ci n'est pas indemnisé. Évidemment injuste. Il existe



● **“S’IL N’Y A QUE DEUX HEURES DE DÉCALAGE HORAIRE AVEC LA MÉTROPOLE, NOUS AVONS QUARANTE ANS DE RETARD EN MATIÈRE DE DROITS.”**

Mohamed Soihili, délégué syndical à la caisse de Sécurité sociale de Mayotte.

décalage horaire avec Paris, nous avons quarante ans de retard en matière de droits», insiste Mohamed Soihili, délégué syndical à la caisse de Sécurité sociale de Mayotte et trésorier de l’UI. «Le droit du travail est entré en vigueur en 2018, les conventions collectives ne sont souvent pas étendues, les 35 heures s’appliquent seulement depuis 2019 et le conseil de prud’hommes vient tout juste d’être installé», poursuit Pascal Catto. «Quand vous êtes habitant de Mayotte, vous n’avez tout simplement pas les mêmes droits qu’ailleurs dans la République», résume Antoine Math.

La vie chère

À ces problématiques s’ajoute celle de la vie chère. Alors que 77 % de la population vit en dessous du seuil

À l’hôpital. On compte seulement 7,7 agents pour 1000 habitants, contre 16,4 en métropole.

de pauvreté (contre 14% en France métropolitaine), en 2018 – soit 1 010 euros par mois et par foyer –, l’Insee estimait le panier moyen d’un ménage mahorais 16,7 % plus élevé qu’en métropole. Sur certains produits alimentaires, le différentiel peut atteindre + 42 %. Il est de 35,3 % pour les dépenses en lien avec la communication (téléphonie, internet)... Des écarts qui continuent de se creuser, en 2021, avec une augmentation de l’indice des prix à la consommation de 3,1 % à Mayotte contre 2,8 % en moyenne nationale. Des perspectives peu engageantes pour la jeunesse de l’île (les moins de 20 ans représentent 60 % de la population locale), où le taux de chômage s’établit à 28 % en 2020 (contre 8 % à l’échelle nationale). Seuls 32 % des plus de 15 ans sortis du système scolaire possèdent un diplôme qualifiant – contre 72 % en métropole.

Parce qu’elle n’accepte pas cet état de fait, la CFDT-Mayotte a remis au préfet, en mai 2021, dans le cadre de la préparation d’un projet de loi, 25 propositions visant à réduire les inégalités sociales et à améliorer les conditions de vie des salariés et de la population mahoraise. Celles-ci concernent le renforcement du dialogue social, le développement de la formation professionnelle, la lutte contre l’insécurité, la lutte contre le chômage des jeunes, l’échec scolaire ou encore le développement économique du territoire. Mais, aujourd’hui, ce projet de loi a du plomb dans l’aile. «L’État doit agir pour renforcer l’accès aux services publics, de l’éducation et de la santé notamment. Il doit agir plus vite pour réduire les inégalités et faire converger les droits sociaux», insiste Salimini Tsigoy de la CFDT-Mayotte. Les Mahorais doivent obtenir les mêmes droits que leurs homologues de métropole et des autres départements ultramarins. ●



Manifestation contre les « inégalités de traitement envers les populations d’outre-mer » à l’appel du Conseil représentatif des Français d’outre-mer, en septembre 2020.

aussi un « RSA Mayotte », qui s’élève à 282,67 euros contre 565,34 euros pour le reste du pays. Des disparités auxquelles le monde du travail n’échappe pas. Le « Smic Mayotte » s’établit à 7,91 euros brut l’heure contre 10,57 euros en métropole. Et la retraite mensuelle moyenne est de 282,35 euros nets (contre 1 331 euros nets en métropole). « S’il n’y a que deux heures de

* Éclairages # 22 - Réduire les inégalités entre Mayotte et les autres régions françaises : quel niveau de dépenses publiques ? www.ires.fr



Règlement intérieur

POURQUOI FAUT-IL LE CONNAÎTRE ?

Le règlement intérieur fixe les droits et les obligations des salariés en matière de santé, de sécurité et de discipline au sein de l'entreprise. Mieux vaut le lire attentivement car l'employeur peut s'en prévaloir pour sanctionner un salarié.

Claire Nillus

► Depuis le 1^{er} janvier 2020, le règlement intérieur est obligatoire dans les entreprises privées d'au moins 50 salariés (contre 20 auparavant). Rappelons, en préambule, que tout employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des salariés (art. L4121-1 du code du travail), de même que chaque salarié doit prendre soin de sa sécurité ainsi que celle des autres personnes concernées par ses actes (ou omissions) au travail (art. L4122-1). C'est le règlement intérieur qui permet cela, en établissant les règles en matière de santé et les consignes de sécurité au travail qui doivent être respectées au sein d'une entreprise.

Il peut s'agir de règles d'utilisation de véhicules, de certaines machines ou d'équipements spécifiques, de règles de vie (horaires, règles de pointage, obligations vestimentaires,

● LE RÈGLEMENT CONTIENT DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS DES SALARIÉS DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DISCIPLINAIRE.

usages de la messagerie électronique, interdiction de divulguer des informations confidentielles...). De plus, le règlement contient les dispositions relatives aux droits des salariés dans le cadre d'une procédure disciplinaire ainsi que celles relatives au harcèlement moral et aux agissements sexistes. Il fixe des règles à l'attention des salariés (en CDI ou CDD) et des employeurs, strictement encadrées par le législateur. En effet, s'il s'agit d'un document unilatéral établi et rédigé par l'employeur, son contenu, son élaboration et sa portée sont définis par le code du travail. Ainsi, il doit obligatoirement être soumis à la consultation du comité social et économique (CSE), être porté à la connaissance des salariés « par tous moyens » : annexé au contrat de travail, sur l'intranet de l'entreprise, panneau d'affichage... Il doit également être déposé au conseil de prud'hommes et communiqué à l'inspection du travail : ce sont des conditions *sine qua non* pour qu'il soit opposable aux salariés. En cas de sanction, l'employeur devra prouver qu'il a respecté ces modalités d'élaboration. ●



3 questions à

Laurent Paté « L'employeur doit obligatoirement consulter le CSE »

AVOCAT SPÉCIALISTE EN DROIT DU TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE, MEMBRE DU RÉSEAU AVEC.

Les entreprises de moins de 50 salariés ne sont pas obligées de rédiger un règlement intérieur. Qu'en pensez-vous ?

➤ Je comprends mal la logique. Il n'y a pas deux poids deux mesures. Le règlement intérieur définit les obligations des salariés qui ne sont pas prévues dans le contrat de travail en matière de santé et de sécurité dans l'entreprise. Il fixe aussi les moyens de les faire respecter. C'est la règle du jeu, et elle mérite toujours d'être connue, quelle que soit la taille de l'entreprise.

Depuis deux ans, on a vu s'empiler les consignes. Protocoles sanitaires, notes de service, adjonctions et modifications : tout est-il opposable et passible de sanctions ?

➤ Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, de nombreuses règles destinées à contenir la propagation du virus sur le lieu de travail se sont en effet empilées. Elles imposent des comportements nouveaux,

fixent de nouvelles obligations et restreignent aussi certaines libertés. Dans sa version de janvier 2022, le protocole sanitaire du gouvernement indiquait que ces mesures sont « diffusées auprès des salariés par note de service après avoir fait l'objet d'une présentation au comité social et économique [CSE] »

et qu'elles « peuvent être intégrées dans le règlement intérieur de l'entreprise ». En principe, le règlement intérieur de l'entreprise ne peut pas être modifié avant une consultation préalable du CSE, et le projet de document doit ensuite être communiqué à l'inspection du travail avec l'avis dudit comité. Mais l'employeur peut, pour appliquer immédiatement une mesure d'urgence, prendre cette décision dans une note de service, à condition d'en communiquer simultanément l'information au secrétaire du CSE ainsi qu'à l'inspecteur du travail. Rendre « opposables » les nouvelles règles sanitaires suppose qu'elles soient portées à la connaissance des salariés ; si cela n'est pas le cas, l'employeur ne pourra pas s'en prévaloir pour sanctionner ces derniers en cas de non-respect.

Puisqu'il s'agit d'un document unilatéral de l'employeur, les représentants du personnel ont-ils un rôle à jouer ?

➤ Oui, le comité social et économique a un rôle très important puisque l'employeur doit obligatoirement le consulter pour avis. Le CSE doit l'interpeller sur une clause illicite ou qui porterait une atteinte injustifiée à la liberté des salariés. En cas de désaccord sur le projet qui lui est présenté, le CSE peut proposer une autre rédaction ; si le désaccord persiste, le CSE peut alerter l'inspecteur du travail, qui a à son tour la possibilité d'exiger de l'employeur qu'il retire certaines clauses. Le CSE peut aussi saisir le tribunal pour faire annuler les dispositions qu'il considère comme illégales. Il arrive fréquemment que nous soyons consultés à ce sujet. ●

Propos recueillis par C. N.





**Alexandra A. sociétaire a dit:
“Je prévois pour mes vieux jours
même si j’en suis encore loin.”**

Vous faites bien Alexandra.

**La Macif vous accompagne
pour préparer votre retraite.**

Assurez-vous des revenus complémentaires et une protection complète pour votre retraite avec nos offres d'épargne assurance-vie et de prévoyance.

Découvrez tous nos conseils et solutions retraite en agence ou sur [macif.fr](https://www.macif.fr)



**La Macif,
c'est vous.**

Scannez ici
pour prendre rendez-vous



Les contrats d'épargne assurance-vie et d'épargne retraite assurance-vie **comportent des supports en unités de compte sur lesquels il existe un risque de perte en capital.**

Ces solutions proposées par la Macif sont assurées par **Mutavie SE**, Société européenne à Directoire et Conseil de surveillance. Entreprise régie par le Code des assurances. Capital : 46 200 000 €. RCS Niort B 315 652 263. Siège social: 9 rue des Iris CS 50 000 Bessines 79088 Niort Cedex 9.

Campagne réalisée à partir de témoignages de sociétaires Macif. Photo prise par le sociétaire.



Les solutions de prévoyance proposées par la Macif sont assurées par **Apivia Macif Mutuelle**, mutuelle régie par le Livre II et adhérente à la Mutualité Française. SIREN 779 558 501. Siège social: 17-21 place Etienne Pernet - 75 015 Paris cedex 15.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



VÉRONIQUE DAUBAS-LETOURNEUX

« Les accidents du travail contribuent aux inégalités »

Sociologue et enseignante-chercheuse,

Véronique Daubas-Letourneux s'intéresse depuis plus de vingt ans aux enjeux de santé au travail – en particulier les accidents du travail, auxquels elle vient de consacrer un ouvrage¹.

Selon elle, ce phénomène massif reste assez invisible et doit être mieux pris en compte dans les politiques de santé publique.

655 715 personnes ont eu un accident du travail répertorié en 2019 dont 733 mortels. C'est donc toujours un phénomène d'ampleur ?

● Sur le long terme, on a observé une baisse très nette des accidents du travail des années 1950 jusqu'aux années 2000, que l'on pouvait lier à l'évolution structurelle du marché de l'emploi, avec la baisse du nombre d'ouvriers. Ces dernières décennies, le nombre d'accidents stagne à plus de 600 000 par an pour ceux avec arrêt de travail, et ça pose de réelles questions, comme si c'était incompressible.

Les indicateurs statistiques nous montrent par ailleurs une gravité accrue : il y a moins d'accidents du travail qu'avant mais ils sont plus graves. Ce qui laisse supposer que les petits accidents sont peut-être moins déclarés.

● **“DANS LE DÉBAT PUBLIC, PARTIR TRAVAILLER LE MATIN ET RENTRER AVEC UNE BLESSURE, OU Y LAISSER LA VIE, N'EST PAS DU TOUT UN SUJET.”**

Malgré son ampleur, vous parlez d'un phénomène invisible ; qu'entendez-vous par là ?

● Dans le débat public, partir travailler le matin et rentrer avec une blessure, ou y laisser la vie, n'est pas du tout un sujet. C'est invisibilisé, non politisé.

Du côté de la littérature sociologique, les accidents du travail ne sont pas beaucoup étudiés. Il y a plus de travaux sur les enjeux des maladies professionnelles.

Les accidentés sont aussi un groupe peu visible dans l'espace public et peu organisé. Il n'y a pas de mobilisations comme on a pu le voir pour l'amiante, par exemple.

L'invisibilité, c'est aussi la manière dont les statistiques gestionnaires sont produites par l'Assurance-maladie : par exemple, les accidents du travail des intérimaires sont comptabilisés au sein des entreprises d'intérim et non là où ils se produisent. Par ailleurs, un certain nombre d'accidents du travail échappent aux statistiques car ces derniers ne sont pas déclarés par les entreprises (le taux de cotisation dépend directement du taux de sinistralité pour les plus grosses) ou par les travailleurs (par peur de se faire remarquer, entre autres).

Tous les travailleurs ne sont pas égaux face au risque d'accident du travail. Qui sont les plus exposés ?

● Au niveau des groupes socioprofessionnels, ce sont les ouvriers, groupe largement masculin, qui sont les plus touchés.

Ce qui explique pourquoi, en nombre absolu, il y a plus d'hommes accidentés que de femmes. Toutefois, à groupe professionnel comparable, les femmes ont autant de risque de subir un accident du travail que les hommes. À l'échelle des secteurs, la construction, le BTP, l'industrie agroalimentaire, l'intérim, mais aussi la santé, le soin et l'aide à domicile – secteur très féminisé – sont caractérisés par des taux d'accidents élevés, des secteurs où les travailleurs sont peu ou pas qualifiés.

Si l'on regarde par classes d'âge, les jeunes travailleurs ont un taux de fréquence d'accidents du travail plus élevé.

Mais le taux de gravité est plus important chez les travailleurs plus âgés.

Qu'est-ce qui ressort des récits d'accidentés que vous avez étudiés ?

● Des tendances se dégagent, concernant les conditions de survenue des accidents. Les travailleurs sont soumis à une intensification du travail, des contraintes de rythme importantes, légitimées par des impératifs de type marchand (le client, le public qui attend). Cette intensification génère un travail dans l'urgence, une diminution des temps de pause. Dans les récits recueillis, beaucoup d'accidents surviennent à un moment où il faut se presser. Les situations de travail en sous-effectif sont aussi pointées du doigt. Enfin, il y a une question de précarité

de statut, observée chez les jeunes travailleurs accidentés notamment. Le fait d'être précaire, en CDD, peu formé ou d'être peu intégré au sein du collectif, peut générer des situations qui conduisent ces jeunes travailleurs à prendre des risques et à se blesser au travail.

Vous plaidez pour que les accidents du travail soient davantage pris en compte dans une démarche de santé publique. C'est-à-dire ?

● C'est une invitation à dépasser le seul cadre de l'entreprise, pour poser cet enjeu de manière globale, sociétale. Par leur ampleur et leur inégale répartition, les accidents du travail contribuent aux inégalités sociales de santé. Celles-ci sont d'ailleurs importantes : le gradient social de santé, c'est-à-dire l'écart entre l'espérance de vie d'un ouvrier et d'un cadre, est très important en France². Les accidents du travail, et plus généralement les atteintes à la santé liées au travail, sont des indicateurs pour agir en prévention. Cela devrait inciter à questionner certains choix d'organisation du travail, comme la sous-traitance des activités les plus risquées, mais aussi à mobiliser d'autres leviers d'action comme le droit et l'enjeu de protection des travailleurs « ubérisés » par exemple. Le quatrième Plan santé au travail publié fin décembre atteste d'une prise en compte de la question par les pouvoirs publics : la prévention des accidents du travail graves et mortels en est un axe transversal. ●

Propos recueillis par Fabrice Dedieu



¹ *Accidents du travail – Des morts et des blessés invisibles*. Éditions Bayard, 2021, 310 pages.

² Il est de 6,4 ans pour les hommes, de 3,2 ans pour les femmes (Insee, 2016).



Retrouvez cet entretien dans la rubrique « Débats » sur www.cfdt.fr

MOBILITÉS DOUCES

Un nouveau coup de pouce

Claire Nillus

Le titre-mobilité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Comme le titre-restaurant, il est facultatif. Il permet de prendre en charge des frais engagés par les salariés qui effectuent leurs trajets domicile-travail avec des moyens de transport plus respectueux de l'environnement. Voici les caractéristiques du dispositif.

Afin de promouvoir l'utilisation des transports plus propres, la loi d'orientation des mobilités de 2019 a acté pour les employeurs la possibilité d'attribuer une indemnité, exonérée de cotisations sociales, aux salariés privilégiant les modes de transport dits de mobilité douce entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Elle a pour cela instauré le forfait mobilités durables (FMD), qui se substituait aux indemnités kilométriques vélo et indemnités forfaitaires de covoiturage mis en place en 2016.

Depuis le début de l'année 2022, le titre-mobilité intègre le FMD en tant que solution de paiement facile à utiliser, prépayée et dématérialisée, pour financer des biens et des services en lien avec les mobilités plus actives et durables.

Il demeure un dispositif facultatif dont les modalités (montant et critères d'attribution de la prise en charge des frais) sont déterminées par un accord d'entreprise ou, à défaut, un accord de branche. En l'absence d'accord, l'employeur peut prévoir cette prise en charge par décision unilatérale, après consultation du comité social et économique... s'il existe.

QUI PEUT EN BÉNÉFICIER, ET POUR QUEL MONTANT ?

Les salariés en CDI, CDD et intérimaires, apprentis, stagiaires, salariés à temps partiel et les salariés exerçant sur plusieurs lieux de travail peuvent bénéficier d'un forfait mobilités durables mais les modalités diffèrent selon qu'ils travaillent dans le secteur public ou privé.

Le forfait peut aller jusqu'à 600 euros par an et par salarié dans le secteur privé (cumulé avec l'abonnement aux transports collectifs). Dans le public, il est de 200 euros par an et par agent, en cas de recours au vélo ou au covoiturage 100 jours au minimum par an. Le salarié doit fournir à son employeur une attestation sur l'honneur ou un justificatif de l'utilisation des modes de transport ouvrant droit à la prise en charge.

Le titre-mobilité est nominatif, sa durée de validité doit s'étendre au moins jusqu'au dernier jour de l'année civile au cours de laquelle il a été émis. Son émission sera confiée à une entreprise agréée (comme pour les titres-restaurant). ●



Que peut-on financer à l'aide d'un titre-mobilité ?

Selon les modalités choisies par l'entreprise, le titre-mobilité permet de couvrir des frais liés aux modes de transport suivants :

- Vélo à assistance électrique (personnel et en location);
- covoiturage (conducteur ou passager);
- engins de déplacement personnels, cyclomoteurs, motocyclettes, scooters et trottinettes électriques en location ou en libre-service;
- autopartage avec des véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène;
- transports en commun (hors abonnement);
- engins de déplacement personnels motorisés (trottinette, monoroue, gyropode, skateboard, hoverboard...) lorsque le moteur ou l'assistance sont non thermiques.

Les taxis (y compris taxis-vélos), les VTC ou les abonnements de train ne sont pas éligibles à ce jour, mais une évaluation du dispositif est prévue d'ici au printemps 2022, précise le site du ministère de la Transition écologique.



En savoir plus

Décret n° 2021-1663 du 16 décembre 2021 relatif au titre-mobilité.



LE SONDAGE

Ce qu'il est, ce qu'il n'est pas

Claire Nillus



Les sondages sont le reflet de l'état de l'opinion au moment de leur réalisation mais en aucun cas des prédictions fiables. Quels sont les principes scientifiques et déontologiques qui les régissent, et comment sont-ils repérables? On vous explique tout.

RAPPEL DE LA LOI

Face à l'explosion des sondages en lien avec l'élection présidentielle, la plus grande vigilance s'impose quant au crédit à accorder aux enquêtes d'opinion qui envahissent le débat public. Pour empêcher que la publication de sondages ne vienne influencer les électeurs, la loi (du 19 juillet 1977, modifiée par la loi du 25 avril 2016) interdit la publication ou la diffusion de tout

sondage la veille du jour de chaque tour de scrutin et le jour du vote. Et, surtout, elle prévoit que la publication ou la diffusion des sondages électoraux s'accompagne d'indications précises. Le respect de cette réglementation est confié à la Commission des sondages (composée de neuf membres, renouvelables tous les six ans, – dont deux issus du Conseil d'État, deux de la Cour de cassation, deux de la Cour des comptes et trois experts désignés par le gouvernement). Son rôle est d'avertir, de corriger et de communiquer les erreurs qu'elle constate en publiant des mises au point.

DÉFINITION ET MÉTHODES

Depuis la loi de 2016, le sondage est strictement défini comme «une

enquête statistique visant à donner une indication quantitative, à une date déterminée, des opinions, souhaits, attitudes ou comportements d'une population par l'interrogation d'un échantillon». Cet échantillon – sorte de modèle réduit de la population – est formé grâce à ce que l'on appelle la «méthode des quotas», qui permet de constituer un groupe de personnes ayant les mêmes caractéristiques que l'ensemble de la population (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, commune, région). Le sondage peut également se fonder sur la méthode dite aléatoire, qui consiste en une sélection au hasard d'un nombre élevé de personnes appartenant à une population de référence. Quelle que soit la méthode utilisée, celle-ci reste imparfaite et les sondeurs doivent procéder au «redressement» des résultats bruts. Ce redressement peut être d'ordre sociodémographique, afin de rendre l'échantillon le plus conforme possible en proportion à la population de référence. Il peut également être fondé sur des critères politiques, et c'est souvent le cas pour les sondages relatifs aux intentions de vote en période électorale. Pour cela, les instituts de sondages se réfèrent, par exemple, aux sondages passés. Ainsi, si dans une enquête il apparaît que seuls 5 % des sondés déclarent avoir voté pour un parti d'extrême droite aux dernières élections, alors qu'il a obtenu 15 % des suffrages, le sondeur considérera que ce parti politique est sous-estimé dans le sondage en question et que ce dernier doit donc être «redressé». Enfin, malgré toute la rigueur possible qu'on lui accorde, tout sondage recèle toujours une marge d'erreur – appelée aussi marge d'incertitude ou intervalle de confiance –, laquelle doit obligatoirement être mentionnée avec la publication du sondage (lire l'encadré). ●

Bon à savoir

Mentions obligatoires

Un média qui publie un sondage doit indiquer les mentions suivantes :

- le nom de l'institut;
- le nom de l'acheteur du sondage s'il est différent;
- le nombre des personnes interrogées et les dates auxquelles elles l'ont été;
- le texte intégral des questions posées;
- une phrase précisant que tout sondage est affecté d'une marge d'erreur (des résultats publiés ou diffusés);
- le droit de toute personne à consulter la notice.

En effet, depuis la loi de 2016, les sondeurs doivent aussi communiquer à la Commission des sondages, avant la publication du sondage, une notice d'information comportant les conditions relatives à sa réalisation (son objet, la méthode de constitution de l'échantillon, le texte intégral des questions posées) afin qu'elles soient rendues publiques en ligne sur son site (www.commission-des-sondages.fr).

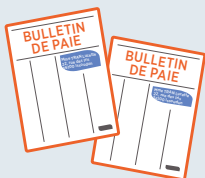
Enquêtes sur internet : il faut rester vigilant !

La Commission des sondages met régulièrement en garde contre les simulations de vote réalisées sur des panels d'internautes. Ces enquêtes, lorsqu'elles ne sont pas menées auprès d'échantillons représentatifs de la population, ne constituent pas des sondages au sens de la loi de 2016. La Commission rappelle que ces panels ne font pas appel au tirage au sort mais à des personnes qui se déclarent volontaires pour répondre. Elle attire donc l'attention sur la prudence avec laquelle il convient d'en interpréter les résultats. Parmi les dangers qui guettent les enquêteurs en ligne on note notamment les réponses issues de faux comptes et l'impossibilité de vérifier si des militants habiles n'ont pas colonisé des panels afin de promouvoir leurs idées ou leur camp.

SMIC

Montant au 1^{er} janvier 2022 :

- **10,57 €** brut horaire
- **1603,12 €** brut mensuel pour 35 heures hebdomadaires. À défaut d'accord ou de convention, les taux de majoration horaire sont fixés à :
 - 25% de la 36^e à la 43^e heure travaillée dans la même semaine;
 - 50% pour les heures suivantes.



SALAIRE HORAIRE DE BASE OUVRIER ET EMPLOYÉ

Entreprises de 10 salariés ou plus, hors agriculture, particulières employeurs et activités extraterritoriales.

Hausse de 0,7% au 4^e trimestre 2021.

Hausse de 1,7% sur un an.



MINIMUM GARANTI

Servant de référence pour diverses allocations ou indemnités sociales, il est établi à **3,76 €** en 2022.

PLAFOND SÉCURITÉ SOCIALE

3428 € par mois, **41136 €** par an (chiffres pour 2022).

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Hausse de 0,4% en novembre
Hausse de 0,2% en décembre
Hausse de 2,8% sur un an.



ALLOCATIONS FAMILIALES

Montants calculés sur le revenu net catégoriel de 2020.



► Avec **deux enfants** à charge :

- ressources annuelles inférieures ou égales à 70 074 € : **132,08 €**
- ressources comprises entre 70 074 € et 93 399 € : **66,04 €**
- supérieures à 93 399 € : **33,02 €**



► Avec **trois enfants** à charge :

- ressources annuelles inférieures ou égales à 75 913 € : **301,30 €**
- ressources comprises entre 75 913 € et 99 238 € : **150,66 €**
- supérieures à 99 238 € : **75,33 €**



► **Quatre enfants** à charge :

- ressources annuelles inférieures ou égales à 81 752 € : **470,52 €**
- ressources comprises entre 81 752 € et 105 077 € : **235,28 €**
- plus de 105 077 € : **117,64 €**

ASSURANCE-MALADIE

En 2021, les dépenses du régime général progressent de **9,2%**.



REVENU MENSUEL DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

Montants forfaitaires

Personne seule : **565,34 €**
 Couple sans enfant ou personne seule avec une personne à charge : **848,01 €**
 Par personne à charge supplémentaire : **226,14 €**

Variant en fonction des ressources du foyer.

CHÔMAGE-ASSURANCE

L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) comprend une part fixe à **12,12 €** + une part variable égale à **40,4%** du salaire journalier de référence (SJR). Cette somme doit être comprise entre **57%** et **75%** du salaire journalier de référence. Minimum : **29,38 €** par jour, après un emploi à taux plein. Le montant de l'allocation d'aide au retour à l'emploi formation (Aref) est de **21,17 €** au minimum.

CHÔMAGE-SOLIDARITÉ

L'allocation de solidarité spécifique s'élève à **16,91 €** par jour à taux plein.

RETRAITE

Minimum contributif : **652,60 €** par mois (Mico). Minimum contributif majoré : **713,11 €**. Le plafond de la pension globale (base + complémentaire + Mico) est fixé à : **1240,88 €**.

Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) : **916,78 €** par mois pour une personne seule sans ressources. Et **1423,31 €** pour un couple.

HANDICAP

Le montant de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) s'élève à **903,60 €** par mois pour une personne seule sans ressources.

FONCTION PUBLIQUE



Valeur du point : **4,68 €** bruts

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

Point Agirc-Arrco : **1,2841 €**
 Point Ircantec : **0,49241 €**

ÉVOLUTION DES LOYERS

L'indice de référence des loyers (IRL) de l'Insee, s'établit à **132,62** au 4^e trimestre 2021. Soit une hausse de 1,61% sur un an.



Pour aller plus loin

- La CFDT met en ligne « Déchiffrages », les principaux indices économiques et sociaux en France, en Europe et dans le monde. Régulièrement mis à jour, cet outil réalisé en interne, est une mine d'informations fiables pour tous les adhérents : <https://www.cfdt.fr/chiffres>

En savoir plus

- Assurance maladie www.ameli.fr
- Sécurité sociale www.securite-sociale.fr
- Mutualité sociale agricole www.msa.fr
- Allocations familiales www.caf.fr
- Handicap www.agefiph.fr
www.fiphfp.fr
www.handicap.gouv.fr
- Retraites www.lassuranceretraite.fr
www.cfdt-retraites.fr
www.agirc-arrco.fr
- Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) www.insee.fr
- Formation www.orientation-pour-tous.fr





LIRE VOIR ENTENDRE

👁️ | À la mort, à la vie!

Vanités d'hier et d'aujourd'hui

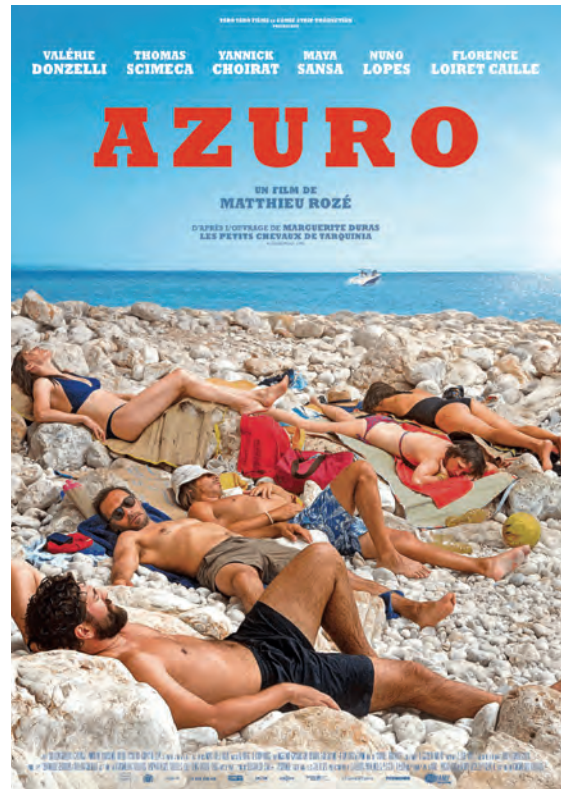
« *Vanité des vanités, tout est vanité* »... De cette citation extraite de la Bible est née l'expression « vanité » pour désigner une œuvre artistique, peinture ou sculpture, évoquant la mort et, par là même, la fragilité et la beauté de la vie. Du ^{xv}^e au ^{xvii}^e siècle, alors que l'Europe était dévastée par les guerres et les épidémies de peste, ces danses macabres, bouquets de fleurs à la grâce évanescence, natures mortes et autres représentations de la Faucheuse étaient particulièrement prisées. Nul accablement dans ces œuvres, à peine de la mélancolie, mais aussi de la poésie et parfois de l'ironie. Cette tradition des vanités perdure jusqu'à l'époque contemporaine, comme le montrent les œuvres exposées par le musée des Beaux-Arts. De quoi méditer sur la brièveté de notre passage sur Terre et sur la beauté, qui sauvera le monde.

Jusqu'au 7 mai 2022, musée des Beaux-Arts, Lyon.

Duras revisitée Azuro

« Il n'y a pas de vacances pour l'amour », dit l'un des personnages, dans une réplique qui résume le film. C'est l'été, une chaleur étouffante, des incendies partout : un groupe d'amis s'ennuie, s'agace et s'épie au gré des humeurs et des désirs qui circulent. Ce premier film du comédien Matthieu Rozé adapte *Les Petits Chevaux de Tarquinia* de Marguerite Duras : respect du dialogue, à la virgule près, mais sans le célèbre phrasé durassien. Le jeu au naturel restitue la dimension romanesque, presque fantastique du livre, cette atmosphère d'attente inquiète, l'étrange occupation de ne rien faire. La réussite d'*Azuro* tient aussi dans le fait qu'il est un parfait film d'acteurs, voulu par un acteur : un groupe, six personnages, autant de rôles d'égale importance, et de nombreuses partitions individuelles, en duo, en trio... Toutes et tous remarquables. ●

Sortie en salles le 30 mars 2022.



Militant



Jeu de société très social Le Monopoly des inégalités

Belle initiative du laboratoire des inégalités qui inverse la logique du plus célèbre des jeux de plateau. Chaque participant se voit attribuer la carte d'un personnage qui, selon ses caractéristiques (âge, genre, origine, etc.), lui permet d'aller plus vite dans le jeu ou au contraire le freine dans son parcours. Les réactions des joueurs ne tardent pas, sur le mode indigné : « C'est injuste ! Qui a bien pu inventer ces règles ? » Mais les concepteurs du jeu ont veillé à ne pas désespérer les joueurs. Ainsi, une case « solidarité » permet aux plus avantagés de redistribuer une partie de leur richesse... Ce jeu, destiné aux jeunes à partir de 11 ans, invite à prendre conscience des mécanismes des inégalités et à réfléchir à la façon dont on pourrait changer la donne. Un abondant matériel pédagogique l'accompagne pour une utilisation privée ou dans le cadre d'ateliers.

Disponible sur commande, sur le site : www.inegalites.fr

Souffle de jazz Nicolas Folmer avec tambour et trompette

Les leçons de Miles ont traversé l'esprit d'un jeune homme ayant vu le jour en Savoie : produire un son de grande ampleur, se défier du vibrato, surtout ne jouer que les notes les plus belles. Nicolas Folmer, en concevant *Breathe*, a voulu rendre hommage à l'un des plus grands jazzmen du siècle dernier. Lyrique et généreux, cet artiste invente mille paysages sans jamais se prendre au sérieux. Le groupe qui l'accompagne a conservé des années 1980 le meilleur – mais oui, c'est possible... – entre jazz-rock et mélodies rêveuses. N'en doutez pas, ce disque vous donnera de l'énergie, de la bonne humeur. En quelque sorte, un nouveau souffle.

Breathe, par Nicolas Folmer. Label Cristal Records.



BD tarantinesque Ladies with Guns

Âmes sensibles s'abstenir. Cinq femmes que rien ne prédestinait à se rencontrer se retrouvent embarquées dans un destin

commun au cœur d'un Far West dominé par des hommes aux manières brutales, sauvages et sexistes. Kathleen, veuve originaire de la bonne société européenne, tombe sur Abigail, 14 ans, enfermée dans une cage. Elle entend de la libérer avec l'aide de Chumani, une indienne dont la tribu a été massacrée par les Blancs. Elles sont rejointes par Daisy, une institutrice retraitée, et Cassie, « fille de joie, pourvoyeuse de plaisirs » en rupture de ban. Explosif et jouissif, ce premier tome attrape le lecteur comme sur un cheval au galop. Les dessins d'Anlor nous happent comme le feraient des plans de cinéma. De quoi ravir les fans des films de Tarantino.

Ladies With Guns, tome 1. Dessin : Anlor. Scénario : Olivier Bocquet. Éditions Dargaud, 64 pages.

Patrimoine

Brassens est une femme

Pauline Dupuy joue de la grand-mère – ainsi les musiciens surnomment-ils une contrebasse. Elle chante aussi. Le timbre chaud de sa voix n'interdit pas qu'elle glisse avec naturel beaucoup de malice dans ses façons. Voilà pourquoi, sans doute, elle a sélectionné quelques œuvres de Georges Brassens. Une idée rudement bonne. D'abord parce que la postérité du Sétois gagne aux métamorphoses : on décèle ainsi la sophistication de ses mélodies, la richesse de ses images. Ensuite parce que cette femme d'aujourd'hui démonte ainsi le conformisme de notre temps. Qui, pour ne prendre qu'un exemple, oserait « Le mauvais sujet repentant » ? Pauline Dupuy, musicienne interprète à découvrir avec bonheur.

Pensées interlopes... Contrebassens, Pauline Dupuy. Label Canal 33.



Classique

Deux Russes en Brahms

Prononcer leur nom peut être difficile, mais Maxim Emelyanychev, pianiste, et Aylen Pritchin, violoniste, ont l'art de rendre fluide et simple un des compositeurs les plus complexes du répertoire. Ces deux artistes russes, en jouant trois sonates de Brahms, traversent plusieurs frontières : celles qui séparent leur patrie du pays de Johannes, mais également celles qui nous éloignent du XIX^e siècle. En choisissant de jouer sur des instruments de jadis, ils pourraient s'égarer dans une recherche factice. Il n'en est rien. Tout cela sonne à merveille, avec inspiration, sincérité. Durant des années, Brahms eut mauvaise presse dans nos conservatoires : « Trop germanique, ennuyeux », disait-on. Fort heureusement, les mélomanes ont vaincu la bêtise des chauvins. Pourvu que ça dure...

Trois sonates pour violon et piano de Brahms, par Maxim Emelyanychev et Aylen Pritchin. Label Aparté.



Douce France

Des musiques de l'exil aux cultures urbaines

« Douce France », chanson de Charles Trenet et reprise avec un immense succès par le groupe Carte de séjour, incarne à elle seule l'esprit de l'exposition proposée par le musée des Arts et Métiers, à Paris. Des nuits orientales dans les cabarets du Quartier latin des années 1960 aux vedettes du raï et du rock arabe dans les années 1980, puis du rap des années 1990, constituent la bande-son d'une histoire faite de métissage culturel et de luttes antiracistes des enfants de l'immigration maghrébine. Dont quelques moments – la « marche des Beurs » de 1983 ou la victoire de 1998 – devinrent emblématiques. Une mémoire commune et artistiquement riche, dont le rappel est utile en cette période de tensions identitaires. ●

Jusqu'au 8 mai 2022. Projections, rencontres, concerts, lectures. Musée des Arts et Métiers, Paris.

Musical mélo

Ali et Ava

Ali et Ava ne sont plus tout jeunes et, de toute façon, ils n'ont rien en commun, à commencer par leurs goûts musicaux, techno-rock pour lui et folk-country pour elle. Eh bien, malgré ça, et en dépit de leurs familles pétrées de déterminisme et d'un environnement devenu ultra-identitaire, voici que le DJ pakistanais et l'assistante maternelle irlandaise filent le parfait amour et parviennent même, c'est un comble, à mêler leurs playlists ! Grâce soit rendue à Clio Barnard, la réalisatrice britannique du film, de ne jamais sombrer dans le mélo bien-pensant, qui pourtant cerne ses personnages de toute part (et le cinéma « social » d'outre-Manche en particulier), pour nous donner cette romance « musicale » où la légèreté, qui n'empêche pas la profondeur, l'emporte. Revenus de loin, Ali et Ava retrouvent jeunesse et liberté par l'amour, et mettent en œuvre sous nos yeux (et dans nos oreilles) un antidote radical contre la morosité.

Meilleur acteur (Adeel Akhtar) et meilleure musique aux British Independent Film Awards 2021. ●

Sortie en salles le 2 mars 2022.



ET AUSSI

● **Le battement d'un cœur**

Le prochain album de Startijenn (« énergie » en breton) promet de faire battre le cœur des fans de fest-noz. Le groupe, dont les membres se sont connus sur les bancs d'une école Diwan, propose un mix audacieux, entre transe bretonne au son des bombardes et des binious, rythmiques rock et influences électro. Le groupe breton a programmé une tournée au printemps : toutes les dates sont à retrouver sur www.startijenn.bzh. Puis il se produira au mythique Festival interceltique le 8 août à Lorient.

Talm Ur Galon, sortie le 8 avril. Distribution Believe et Coop Breizh Diffusion.

● **Rien à foutre**

Un jour, sur un vol Ryanair, le réalisateur surprend le regard d'une hôtesse de l'air assise en face de lui : « Elle semblait aller très mal et se débattre avec une blessure profonde. Une seconde après, elle a décroché sa ceinture, arboré un immense sourire et sorti le chariot des boissons... » Ce film est construit sur cette intimité que l'on dissimule dans un métier au contact du public. Un métier qui fait toujours rêver malgré les conditions de travail du low cost et leur lot de petites humiliations. On suit *Cassandra*, incarnée par une Adèle Exarchopoulos toujours aussi émouvante, et ses collègues. *Rien à foutre* capte tout de leurs solitudes et leurs espoirs.

D'Emmanuel Marre et Julie Lecoustre. Sortie en salles le 2 mars.



2022, année politique

Petit livre malin

Publié pour la première fois en 1983, ce classique de la littérature jeunesse (plutôt pour adolescent que pour enfant) fait l'objet d'une nouvelle édition – élection présidentielle oblige. L'auteur, avocat, Denis Langlois, a eu l'idée astucieuse de republier le texte original de la première édition en accompagnant chaque chapitre (le pouvoir, les partis politiques, la police, le désarmement, la pollution, les inégalités, etc.) d'un commentaire pour actualiser la thématique. Une astuce éditoriale qui invite à la discussion entre les générations. Et même s'il y a quarante ans internet n'existait pas et que l'on ne parlait pas de réchauffement climatique, le texte reste d'une grande actualité, tout comme les dessins de Plantu (anciens et plus récents) qui en rythment la lecture.

La politique expliquée aux enfants,
Denis Langlois et Plantu (illustrations).
Éditions La Déviation, 56 pages.



Roman

Itinéraire d'un enfant brisé

« Que se serait-il passé si... ? »

Cette question

hante le « héros » du très beau dernier roman de David Foenkinos (Prix Goncourt des lycéens et Prix Renaudot en 2014 pour son roman *Charlotte*).

Quelle aurait été la vie du jeune Samuel s'il avait obtenu le rôle tant espéré pour jouer Harry Potter, dans le film au succès mondial ? Mais au casting, auquel des centaines d'enfants ont participé, et alors que tout semblait indiquer qu'il allait être l'élu, il a été écarté au profit de Daniel Radcliffe, devenu star. Récit poignant d'une enfance brisée, écrasée par cet échec au casting, *Numéro deux* est aussi une réflexion sur le destin, les hasards de la vie, de ceux qui détruisent et ceux qui permettent de se reconstruire. Car les personnages de Foenkinos savent se relever.

Numéro deux, David Foenkinos.
Gallimard, 240 pages.

Portrait chinois

Entre ville, campagne et loi du marché

En Chine continentale, Fei est un jeune garçon qui a quitté la campagne pour gagner sa vie dans une grande ville et subvenir aux besoins de sa famille. Le nœud du film est qu'il prospère par la prostitution : son commerce est au cœur de toutes ses relations, amicales, amoureuses, familiales, qu'il suscite l'envie, le désir ou le rejet. De ce portrait individuel, intelligent et sensible, le réalisateur C.B. Yi (dont c'est le premier long-métrage) tire une vue instantanée d'une Chine elle-même tiraillée entre libéralisation accélérée et retour du refoulé autoritaire et restrictif. À l'image du film lui-même – production européenne initialement autorisée en Chine, puis interdite, et finalement tournée à Taïwan, dans une urgence qui lui donne force et beauté. Saluons la précision de la mise en scène, qui privilégie la durée du plan-séquence, s'attarde sur les paysages et les visages, leurs connexions intenses et indicibles. Un très beau premier film, salué lors de sa présentation à Cannes 2021 dans la section « Un certain regard ». ●

Sortie en salles le 16 mars 2022.

Cfdt:

PETITES ANNONCES

LOCATIONS VACANCES

OFFRES

- 05 Guillestre Queyras.** Stud 2 pers, exp Sud, rdc villa, jard, Park. Libre juin à sept. 250 €/sem. Tél. 04 42 21 08 55 - 06 86 74 31 81
- 05 Névache.** (Vallée de la Clarée) Chal pl-pied, 2-10 pers, calm, bord GR5. 160 m², 4 demi-nvx, 4 ch, 2 mezza, 2 sdb, 3 terrass (E/S/O), jard. juin & sept, 760-1 300 €/sem fction nbre occup. Tél. 06 60 23 71 15
- 06 Le Bar-sur-Loup.** Gîte 4*, 3 CléVac, reco Petit Futé. 2/8 pers, jard, wifi. 300 m rivière, 20 mn mer. Animx ok, ANCV ok. 199 €/sem sel pér, cad adh CFDT. Tél. 06 32 75 51 07 - www.locations-06.fr locations-06@wanadoo.fr
- 06 Le Cannet.** F2 au 1^{er} étage, 2 pers, tt éq. 3 km de Cannes, son festival, plag sable fin, bus 100 m. Animx ok. 250 €/sem ttc. Tél. 04 93 46 00 27 <http://loue06.simplesite.com>
- 06 Grasse.** F2, 1 ch, 1 séj, 2/4 pers, 34 m², sur les hauteurs. Calm,



Un service de petites annonces est offert à nos lecteurs réguliers. Il est réservé aux particuliers, à l'exclusion des organisations, groupements ou associations. Pour en bénéficier, vous devez indiquer votre numéro d'identification d'abonné ou joindre l'étiquette d'envoi du journal. Des annonces toutes catégories (sauf à caractère commercial ou matrimonial) sont possibles, la rédaction se réservant le droit de ne pas retenir celles qu'elle jugerait choquantes ou de différer celles qui relèvent plutôt de l'affichage de quartier. Par ailleurs, Cfdt Magazine décline toute responsabilité quant à la qualité des prestations proposées.

Écrire à : **CFDT Magazine, service des petites annonces, 4 bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19** ou par email : petitesannonces@cfdt.fr

lumin, cuis US, 2 terrass 8 m², sdb, WC ind, wifi, 250-450 €/sem, loc mois stag/étud/mut. Tél. 06 09 48 23 00 - jm.ghisalberti@wanadoo.fr - www.ghisalberti.net

06 Menton. F2, 4 pers, tt éq. Clim, terrass, Park ferm. 300 m mer, prox transp (bus Monaco, Nice, gare). 800 €/sem, 1500 €/quinz juin à sept, 400 €/sem autre pér. Tél. 06 07 67 01 69 meunier.chabaud@wanadoo.fr

11 Les Cabanes de Fleury. Mais. T4, 4-7 pers, «stat pavillon bleu». Clim, terrass & Park. Prox 2 prts plaisances, 50 m rives Aude, 450 m mer. Prox St-Pierre-la-Mer & Valras, idéal pour pêche, rando, cyclo. Loc ttes pér, 285-570 €/sem, poss loc au mois. Tél. 06 07 08 06 08 - genedurose@gmail.com

11 Port Leucate. Appt F2, 4 pers, tt éq. Vue s/Chenal & massif des Corbières. Port de plais, comm et plag 500 m. Prox Port-Barcarès, St-Cyprien, Espagne 45 km. 255-485 €/sem sel pér. Tél. 06 84 73 78 11 virginie.gosselin75@wanadoo.fr

11 St-Pierre-la-Mer. Ptte mais. clim tt éq. Rdc : séj (TV), cuis US (lav-vais, lav-ling, vitro, micro-o, réfri-cong), WC. Étage : 2 ch (lit 140/2 lits superposés), sdb, WC. Grde terrass, ptt jard. Plag 500 m. 650 €/sem juil-août, 400 €/sem juin & sept. Tél. 06 03 78 44 02 christiane.clouet@orange.fr

13 Aix-en-Provence. Mais. provençale, 6 pers max. Calm ds hameau. 90 m², 3 ch, ptt jard. Idéal visit région. Aéroport, TGV & ctre-ville 20 mn en voiture. Marseille 40 mn. 100 €/nuît + 80 €/ménag. Tél. 06 70 91 67 77. jerome.citron@orange.fr

13 Marseille. (Port des Goudes) Mais. T3, 50 m², 4/5 pers, tt éq. Clim, ptt terrass Sud, 50 m mer. Environ except des Parc national des calanq. Acc facil TGV, transp commun, séj ss voit poss. Rue piéton calm, idéal vac fam, randos, baignad, escalad plong, voil & visit Marseille. 60 €/nuît le we, 450-650 €/sem juil/août. Tél. 06 15 99 29 48 jeanclau.rault@gmail.com

17 Saint-Georges-de-Didonne. F2, 2^e étage, 2/3 pers. 1 ch (lit 140, plcrds), séj (clic-clac, TV grd écr), lavage fermée (baies vitrées, tabl, chais), coin cuis neuf (micro-o, four, cafet Tassimo, bouill, grill-pains, induct, frigo, ptt congél, vaissel, & prdts entret), sdd et WC. Park priv grat. 200 m plag, prox comm. Animx non ok. Tarif sel pér. Tél. 06 38 89 42 37

17 Royan-Pontailac. Appt F2, 4/6 pers. Mezz, loggia, TV, Park, espace vert. Vue mer, 300 m plag & comm. 380-480 €/sem sel pér & dur, occup du 09/07 au 20/08/22. Tél. 06 86 65 99 84 - 06 74 50 08 79

17 Vaux-sur-Mer. Mais. 47 m² ds résid (patio ferm). Rdc : séj (clic-clac), TV, cuis, sdd, WC ind. Étage : ch (lit 140), mezza (lit 140). Cour & Park. 300 m plag Saint-Sordelin. 350-610 €/sem sel pér. Tél. 06 83 95 65 13 sylvie.jahan@wanadoo.fr

21 Dijon. «Le petit duc» F2, 26 m² (mblé

tourisme 2*) au ctre histor Dijon. Charme ancien, rénov neuf. Ch 10 m² plcrd (lit 140 x 190), sdd, sal/cuis éq neuf 16 m², canap/lit (140 x 190). Écran plat, fibre ht débit, wifi, box orange, Netflix, YouTube. Linge lit & bain fournis. 45 €/1 pers, 50 €/2 pers, 55 €/3 pers, 60 €/4 pers /nuît. Frais ménag 8 €/séjour. Taxe séjour 0,99 €/nuît/adult. mairepierre94@gmail.com

22 Loguivy-de-la-Mer. (5 km Paimpol). Mais pêch 2/6 pers, tt éq, face mer (20 m), pt port pêche, GR 34, 3 km de l'Île-de-Bréhat, ttes activ nautiq. Tél. 06 72 51 23 01 - www.michelleflouiry-locations.over-blog.com

22 Paimpol. Ferme pierre XIX^e, mitoy proprio, 3 épis GrdF, 4 pers, tt éq. Rdc : séj coin cuis, sal/sàm 32 m², ch 15 m² (lit 160), sdd, WC ind. étage . ch 15 m² (2 lits 1 pers+ lit bb toile). entr ind, grde terrass, cour, jard 2000 m². 3 km embarc Île de Bréhat, calm, acc direct du jard à mer. Wifi grat, loc tte l'an, animx non ok, ménag inclus. Tél. 02 96 55 81 54. www.glpe.free.fr gitetraounod@gmail.com

25 Vaufray. Dubs gîte de Fr, vieille mais. 94 m² rénov, 6 pers, tt éq. Prox 2 lacs, riv, forêt, Suisse 3 km. 340-360 €/sem juil-août, 260 €/sem autr pér. Tél. 03 81 96 90 79 famille.marhem@wanadoo.fr

29 Concarneau. Appt duplx, 81 m², 4 pers, tt éq. 2 ch, loggia 9 m², wifi. ctr-ville, comm, plag, port plaisanc 5 min à pied. Dispo du 16/7 au 20/8/22. 750 €/sem, 1300 €/2 sem. Tél. 06 31 67 00 70 merrer.gildas@orange.fr

29 Concarneau. Appt F2, 4 pers, tt éq, balc, prox ctre-vill, comm, port & plag à pied. 280-350 €/sem. Tél. 06 62 22 81 63 02 98 95 81 63

29 Douarnenez-Tréboul. Mais. 4-5 pers, tt éq. Jard clos (terrass, BBQ sal jard), Park priv. Rdc : véranda, cuis, sàm, sal, sdb, WC ind. Étage : 2 ch. Plag, sentier côtier, port, marché & comm à pied. Tél. 02 99 71 05 12 06 72 00 33 06

29 Le Guilvinec. Mais. 85 m² avc cour close, 3 CléVac, 4 pers. Port, plag, comm à pied. 300-580 €/sem. Tél. 06 61 33 16 78

29 Kerlouan. Mobil-h, 40 m², terr priv. 3 ch, sdd, WC sep, terrass, 2 vélos, poss kayak. 200 m mer, prox GR, pêche à pied (matér : lign & epuiset). 350 €/sem, dispo mars à juin, sept, oct. Tél. 06 68 13 33 57

29 Plobannaec-Lesconil. Mais 3/4 pers, 2 ch, tt conf, jard, terrass, ds hameau, plag 1,5 km, commod 3 km 230-550 €/sem cc. Tél. 02 98 87 77 12 - 06 83 82 45 64 marielebrun1011@gmail.com

31 Superbagnères. Appt, 5 pers, tt éq. Balc, casier à skis ind. Vue montgn, pano except. 18 km Luchon, prox Espagne (8 km Luchon). Hiv 22: vac scol (fév & Pâques) : 550 €/sem. Hrs vac : 450 €/sem. Été 22 (1^{er} juin/31 août) : 350 €/sem, 630 €/quinz. Tél. 06 29 20 38 13 yolande.valladeau@orange.fr

33 Soulac-sur-Mer. 1. Mais. 100 m², 4 pers, tt éq. 2 ch, jard, terrass, pisc, wifi.

2. Mais. 50 m², 2 pers, tt éq. 1 ch. Cadre idyl, 7 km plag. Loc tte pé, juillet-août à la semaine, le reste 2 nuits/3 jours minimum. 600-850 €/sem, 90-130 €/nuît. Tél. 06 72 24 70 87 giroard95@wanadoo.fr

34 La Grande-Motte. F2, 32 m², 2/4 pers. 1 ch, pàv tt éq. Park sécur, asc. 150 m mer, à côté de thalasso. Animx non ok, non fum. 350-500 €/sem sel pér. Tél. 06 16 44 91 23

34 Marseillan. Pav. 2-4 pers, tt éq, ds résid sécur, pisc. tang de Thau en face, 3 km plag. Tél. 06 51 59 50 20 roger.romming@orange.fr

34 Valras-Plage. Villa, 4 ad/4 enf, tt éq. 2 ch (grd lits), 2 ch (lits superp), 2 sdb. Clim, terrass, bbc, lav-vais, lav-ling, Park priv. Tél. 06 85 42 55 90 - desplan@wanadoo.fr

35 St-Malo/St-Servan. Appt 6/8 pers, tt éq. Vue mer, gge, wifi. 50 m plag, prox comm, ctr. 450-650 €/sem sel pér. Tél. 06 74 44 19 15

40 Dunes de Contis. Mobilh neuf 4/6 pers, vilge vac Siblu 3*. 2 ch, sal/cuis éq, clim, terrass. 300-1400 €/sem. Tél. 06 98 10 56 73 david.carinato@wanadoo.fr

42 Monts du Forez. (alt. 860) Gîte 2/6 pers. Cuis, séj, 3 ch, sdb, WC, 2 terrass. Prox Parc Livradois Forez, sur GR3 bis, rando, plan d'eau, ski. 45 km St-Etienne, 110 km Clermont. 400 €/sem. Tél. 04 77 76 24 86 michel.peycelon@hotmail.fr

44 Pornic. Mais. ind avc jard, 4/6 pers, quart calm. Tt éq : lav-ling, BBQ, wifi, sal jard. Tt acc à pied : ctre-ville, port plais, plag, comm, golf. 350-700 €/sem cc, poss loc au mois. Tél. 06 77 45 68 22 cdeauanyviolleau@gmail.com

47 Caunillonnec. 2 gîtes 3 CléVac pr 5 pers ou pr 3 pers avc pisc. Entre Bergerac & Villeneuve-sur-Lot, idéal pr visit (bâstides médiév du XII^e - XIII^e s), nbx march région festifs (foies gras, confits, vins...) prox du Périgord (nbx Châteaux, Parcs, jard). Prox activit d'eau, nbsses rando pr ts. Tél. 06 52 91 98 57 - lassagne@sfr.fr <https://legitedelassagne.jimdofree.com>

56 Fort-Bloqué. Mais. 6/7 pers, tt éq. Séj/sal(TV), cuis éq, WC, cellier (lav-ling), 2 ch (140/190 + 1 lit appoint), 1 ch (160/200), sdb WC. Jard 500 m², BBQ, sal jard, Park. 10 mn multiv activ & comm, 450 m plage. Idéal visit Bretagne Sud. Loc du sam au sam. Ling & draps non fournis. Juin à Sept, 460-920 €/sem. 20% réserv. Phot s/dem. Tél. 06 30 44 28 34 (laisser mess/répond.).

62 Le Touquet. Appt 4 pers, tt éq. Grde baie vitrée, balc pl sud, access élec-ménag. Prox plag et comm, sect agréab. 120-190 €/WE, 350-450 €/sem. Tél. 06 60 80 40 55 rouchosse@club-internet.fr appart-touquet.e-monsite.com

63 Mont-Dore. Grd duplex, 10 pers. <https://airbnb.com/h/duplexmontdore63>. Tél. 06 14 59 76 85

65 Ancizan. Mais. 60 m², jard 400 m²,

PETITES ANNONCES

Cfdt:

4-6 pers, tt éq. Lav-ling, lav-vaiss, lit bb, BBQ, sal jard, garg. 6 km St-Lary-Soulan, skis, therm, 400 m comm. 500-600 €/sem dégr sel dur. Tél. 06 30 28 96 86 - thierry.alix157@gmail.com

66 St-Cyprien. Ptte mais. tt éq, 4-5 pers, Park sécur. 15 mn plag. 450 €/sem bass saiss, 700 €/sem hte saiss. Tél. 0612554187

67 Saassenheim. Gîte 3 épis, 4*, 50 m², 2/3 pers, tt éq. 30 mn Colmar, Strasbourg. Dêt sur Gîtes de France®, «La Clairière» (ref. H67G013439). 240-320 €/sem. Tél. 0673343808 pierre.suzanne.otter@orange.fr

68 Alsace. (prox Colmar, rte vins, Vosges). 43 m², 2/4 pers tt éq. 1 ch, balc, cuis US, jard, BBQ, gar, draps four, wifi. Gîte de Fr 3* & 3 épis Gîtes de France®, 250-380 €/sem, 160 €/VE. Tél. 0609482300 jm.ghisalberti@wanadoo.fr www.gite-ghisalberti.com

73 Les Arcs. (1600 m alt). Stud 4/5 pers, ctre station, face Mont-Blanc. Navette grtte 1600/1800/2000 m. TGV Bourg-St-Maurice. Tél. 0321814073 (soir)

73 Courchevel. (1500 m alt). F2, résid ski au pied. Entr avc grd plcrd, séc-chaus ski, ch (lit dbble), sdb, WC ind, cuis us éq, coin repas, sal avc canap convert, TV, vue s/ forêt. Park souter, local skis. 10 mn à pied comm, 20 mn à pied ctre aqua. 600-900 €/sem, caut 500 €. Animx non ok, non fumeur. Tél. 0676127261 catherine.lutton@laposte.net

73 La Toussuire. Stud 28 m², 4/6 pers, tt éq. Alt 1750 m, pied des pistes. 300-500 €/sem. Tél. 0633824821 joelflandin@yahoo.fr

73 Les Saissies. Appt 4/5 pers, tt éq. Alt. 1650 m. Cab ferm + alcôv, séj, baie & balc pl sud. Park ds résid, casier, local skis. Prox comm & anim : lug s/rail, ctre aquat, bowling, rando, ski fond & alpin, prox des pistes. À partir de 210 €/sem. Tél. 0660804055 - 0326409680 http://appart-saissies.e-monsite.com

73 Pralognan-la-Vanoise & Aix-les-Bains. 1. Appt 2/14 pers, tt éq. Calm, stat. vill, pisc, patinoire, été/hiv. 170-3310 €/sem. 2. Stud 2/3 pers, grd port, ts comm, plag, port, bus gratuit, pied rés, cure/vac. 170-380 €/sem. Tél. 0479087143 ou 0665023951 praloloc@orange.fr - www.praloloc.com

73 Val Thorens. 2 appts cœur station. Retour skis aux pieds, local skis, Park. 1. 55 m², 6 pers. 2 ch + cab. 800-2300 €/sem. 2. 100 m², 8-9 pers. 4 ch - 3 sdb, terrass vue pano. 1800-4000 €/sem. Poss loc les 2 pr accueilli 14-15 pers. Tél. 0662466866 laurie.hitchings@yahoo.fr

74 La Clusaz. Chalt 12 pers, tt éq. Terras, chemn, gr séj. Ski, rando, VTT, pêche. Loc sem/mois, été/hiver. Tél. 0688930771 c.lansard@orange.fr - http://chezravoux.blog4ever.com/

74 Les Contamines-Montjoie. Stud/Cabin, 4 pers, tt éq. 1140/2400 m. Prox.

St Gervais, Megève & Chamonix 30 km. Télécabines à 200 m & comm à prox. 255-485 €/sem hiv. Tél. 0684737811 virginie.gosselin75@wanadoo.fr

75 Paris 11. F2, bcp charm, tt éq (ling, four, wifi, asc) bien ensol, calm, sur cour. Quart typ Belleville, comm & transp. 450 €/sem dégr sel dur. Tél. 0619652703 saltronmireille@gmail.com

83 Six-Fours-les-Plages. Appt 2 pers, calm, verdoy. Tt éq, clim, wifi, coin dêt, etc. Prox plag, comm & port Brus. Loc au mois poss hors saison, photos s dem par mail. 250-490 €/sem. Tél. 0620715573 corail98@gmail.com

85 Ile de Noirmoutier. Mais. ind avc jard, 4 pers. 2 ch, sdd, WC ind, cuis éq (lav-ling, lav-vaiss) terras (sal jard, store banne), abri vélo, BBQ weber, tt éq. Plag 150 m. Loc 1 sem (mini), du sam au sam (préf), animx non ok, chèq vac ok. Tél. 0647239183 - 0687247284 - 0243703314

85 Jard-sur-Mer. Appt F2 4/5 pers tt éq. Vue mer & port. Les pieds dans l'eau ds résid priv avc Park, ts comm à pied. Avr-oct, 390-580 €/sem. Tél. 0621172999

85 Notre-Dame-de-Monts. Mais. ind sép en 2 logts. Idéal repos, avc jard cl, 1 mn forêt, 10 mn à pied plag & comm. 1. Étag : 2/4 pers, 1 ch (lit 200/160), sàm, sal (canap lit 200/160), cuis éq, sdd, WC. 2. Rdc : 2/4 pers, 1 ch (lit 200/160), sàm, sal (canap lit 200/160), cuis éq, sdd, WC. 490 €/sem juil-août, loc du 1/4 au 20/11/22. Tél. 0671642101 - marierobin44@gmail.com

ESPAGNE El Campello. Mais bord mer, 6 pers, 3 ch, idéal retrait. Hrs saiss 350 €/sem, 500 €/quinz, 670 €/mois. Juil- août 670 €/sem. Tél. 0628185123 www.soleilmer-espagne.jimdo.com

ITALIE Val d'Aosta. Pt Villg 800 m alt. Mais. ancien, 50 m², 3 pers (lit suppl), tt éq, entour pré. Séj, ch, cuis US, sdb, open space sous charp, Park, balc. Lac 15 mn, randos, chât. Juin à sept 500 €/sem. Tél. 0146586773 - 0689693737

PORTUGAL São Martinho do Porto. Mais. 143 m², 8 pers + 1 bb, tt éq, 4 ch, 3 sdb, sal/sàm (wifi, 150 chaînes), cuis éq. Ptt jard, terras 50 m² (sal jard). Copro avc grde pisc & jard (6 BBQ comm). 6 mn plag, 5 mn ctr, 1 h Lisbonne, 2 h 30 Porto. Loc du 2 au 16/7. 800 €/sem, 1400 €/quinz, 1800 €/3 sem. Tél. 0630289686 thierry.alix157@gmail.com

TENERIFE El Médano. F3, 2 ch, tt éq. Ts comm & serv à pied. 400 €/sem, 700 €/quinz, 1000 €/mois. Tél. 0662228163 0298958163 - joma47ga@gmail.com

IMMOBILIER

VENTE

30 Nîmes. F2, 42 m², 3 étag. Lumin,

meublé, cui US, espace bureau. Terras abritée, vue dégagée, Park. Copro récente, bien entretenue & sécur (caméras). Situé idéal : prox ctre-ville, axes rout, tt comm, écoles, transp en com. 149000 € frais ag compris. Tél. 0682093124 richard.garcial3@hotmail.fr

41 Vendôme. Mais. villag/ville, 200 m², pierre tuffeau. Dépendances, idéal ch d'hôt/gîtes. Toit, isolation, chauff au sol, pomp chal, pannx sol. À finir de rénov (prévoir budg). 42 mn Montparnasse par TGV. Consom énerg : 205 kWh/m²/an Émiss gaz effet serre : 6 CO₂/m²/an. 190000 €, négoc pour adh. Tél. 0685066981

65 Tarbes (sud). Mais. archi exceptionn, 250 m², 1700 m² terr, 80 m² plan d'eau. Années 80, bout de village. 10 pcs dt stud éq, véranda, serre, atelier/buand, mezza, cuis neu. À moins d'1 h de Mont-de-Marsan, 1h30 océan et Espagne. 492000 €. Tél. 0685513587

77 Coulommiers. Gde meulière famil lumin rénov. Prox comm & ctre-v ds quart calm & vert Pontmoulin, jard arbor. 11 p, 8 ch, 3 s. d'eau, 3 accès indép, 370 m² utiles, 300 m² loi Carrez, 230 m² loi Boutin, dbble gge 38 m², terr 997 m². 525000 €. Tél. 0698587292

ACHAT

34 Nrd de Frontignan (max 100 km). Rche ptte mais. (mini 70 m²) avc cour, jard ou grde terras. 1 h 30 au nord Frontignan (max 100 km sect monts d'Or ou Cévennes) ds sect vtr. 90000 €. turpaultjamet@orange.fr

34 Laurens et Autignac. Rche vieille mais. habit avc garge. Toit, mur, plancher bon ét, avc rénovat poss. Prix raison à débat. Diag oblig. sauf pr termites. Étudie ttes prop. Tél. 0623637024

34 Mèze/Sète. Rche stud, T1/T2. Tél. 0668092878

LOCATION

38 Grenoble. Garg 17 m², centre. 75 €/mois CC. Tél. 0478252804

RECH. LOCATION

33 Bordeaux. Rche F2/F3 ds ctre ou prox ctre par tram. Prox transp & com impér. 50 m² mini, lumin, bien insonor, si poss avc ptte terras. 800 €/mois max. Tél. 0678161010 - mod.antonini@wanadoo.fr

34 Montpellier (ouest-centre).

Rche F2, 48 m² mini. avc terras & grge. 650 €/mois max. Tél. 0677494953 khera.hocine@orange.fr

35 Cesson-Sévigné. Rche F2/F3, 40 m² mini. 580 € CC. Tél. 0783509587

59 Villeneuve-d'Ascq. Rche appt étudiant prox université sc éco, métro 1. De sept 2022 à juin 23. Tél. 0768708398 thomas.le.bourlout@gmail.com

DIVERS

14 Caen ou 69 Villefranche. Rche alternnc en librairie. Jeune 22 ans, Bac pro librairie. À partir de sept 2022, pr deux ans. Si poss, CDD pr la pér estivale. Tél. 06 23 84 19 73 alixmk@hotmail.fr

34 Montpellier. Cause santé perso, donne beau chien, Leico, type Boxer, 5 ans, tr affectueux, bonne santé, vif, curieux, joueur. Tr bon chien garde pr mais, comm, entrepôt, ferm agricole à condition de vivre avec son maître. Tél. 06 20 25 29 56

56 Loriet. Vds bateau Jeanneau "Speed matic 2" 3,80 m + remorque, 4 gilts sauv, canne à pêche, épous, 2 motrs Yamaha (15, 4 ch). Box payé jusqu'à 7/22. 1600 €. Tél. 06 03 67 21 39

66 Perpignan. 1. Vends fourgon utilit. C15 diesel «first», cause décès, 7 CV, attach remorq, bon état mécan+carrosser, distrib faite, facture entret, blanc, 435000 km, an 1^{er}/4/1996. 2000 € nég. **2.** Vends poêle bois en fonte. Marq Supra, modèle Alsace (LxHxP : 74x75x44) 130 kg, gros vol de chauff, non encastr. 600 € (val. neuf : 1200 €). **3.** Vends coll timbres-poste (classé, en partie, par thème) avc class. archivage. 500 €. Tél. 0623637024 (apr 21h30)

79 Niort. 3 vtes, à venir chercher **1.** sal jard "Scan Design". Tble teck massif 1,80 m, ext (rallonges 60 cm ss tbl, 8 faultis (osier/rotin), tr bon ét (abrité). 900 €. **2.** Tble en fer avc plat verre diamètre 106 cm + 4 chses fer forgé, prft ét. 100 €. **3.** Chaînes neig pr pneus dim 225/50/17, prft ét (util 1 seule fois) 60 €. Tél. 0629203813

France. Fact retraité rche dons timbr post, fisc, soc, vignets, ttes époq, ts pays & timbr de grèves. Tél. 0640761173

France. Vds mach à cdre Singer élec.

Réf 7845211 ancien modèle.

jean.czajkowski@orange.fr

France. Rche stage aéronautique. Jeune 19 ans, en BTS aéraun ds le 91. Mobile, peut se déplacer ds tte la France. Tél. 0695162609 - mkezzouli3@gmail.com



En raison du nombre important de demandes de publication et compte tenu du manque d'espace disponible, retrouvez l'intégralité des petites annonces sur www.cfdt.fr

L'ENGAGEMENT, C'EST :

en solo

OU

en réseau ?

PARLONS
ENGAGEMENT

Cfdt:

Participez et découvrez notre enquête :

WWW.PARLONSENGAGEMENT.FR





ARC

mon réseau militant

MILITANT·E·S CFDT, RENDEZ-VOUS SUR VOTRE ESPACE DE RESSOURCES ARC, LE SITE DES ÉLUS DE LA CFDT

Vous y trouverez des informations pratiques et juridiques régulièrement complétées sur :

- **le fonctionnement de vos instances (privé ou public)** dans « Mon mandat » : CSE, CT, CHSCT etc.
- **de nombreuses thématiques** au plus près de vos réalités de terrain : QVT, NAO, égalité professionnelle femmes/hommes, formation etc.
- **la gestion de la crise Covid-19** dans votre entreprise ou votre administration : l'organisation du travail, le télétravail, l'activité partielle, le droit de retrait etc.

Élu·e·s du CSE et élu·e·s des fonctions publiques : rendez-vous sur **les espaces de discussion** pour échanger en direct avec d'autres militants et partager des coups de main, conseils, accords d'entreprise etc.



Rendez-vous sur :

arc.cfdt.fr

Pour pouvoir accéder à l'espace ressources de l'ARC,
vous devez avoir activé au préalable votre espace adhérent.

Si vous ne l'avez pas encore fait, connectez-vous sur : monespace.cfdt.fr